

**Gros scandales de détournement à la Douane et aux impôts :
Dr Choguel Kokala Maïga révèle la disparition de 190 milliards**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 04 SEPTEMBRE 2019

444

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Haute trahison ?



L'Assemblée Nationale saisie par Soumaila Cissé



Double jeu à Gossi : Complicité établie entre les moudjahidines et la force Barkhane



COMPÉTITIONS PRÉSIDENTIELLES
DE 1992 À NOS JOURS

DIP : Les ex et actuels dirigeants du Mali face au tribunal de l'histoire

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Une	Haute trahison ? L'Assemblée Nationale saisie par Soumaila Cissé	P.4
Brèves	Diplomatie : M. Marc EGRET, nouveau Consul honoraire de France au Mali	P.10
	Forum de la Jeunesse de la Conférence Islamique pour le Dialogue et la Coopération (ICYF) : Le Mali sera représenté par son Ministre de la Jeunesse et des Sports	P.10
	Le maire de la commune III : Mme Djiré persiste de ne pas signer	P.10
	Tragédie à Banconi : Un immeuble s'écroule sur ses occupants et fait plus de 15 morts	P.11
	Communiqué de la Plateforme des Mouvements du 14 juin sur la sortie de la première promotion du contingent du MOC	P.11
	Riposte aux tweets de Me Mamadou Ismaël Konaté : Un cadre du RPM appelle au respect d'IBK!	P.12
	Ministère de la Fonction publique et du travail : L'UNTM peut se délecter de la nouvelle grille salariale	P.12
	Nouveau siège : L'Adema quitte la rue en Commune I	P.12
Actualité	Vive tension à Ozone Mali : Rien ne va plus entre la Direction générale et son personnel	P.14
	Hommage funèbre à l'honneur de Feue Yanou Djeneba Anne Tolofoudié : (Lundi 2 septembre 2019, Eglise catholique de Kabala, Bko)	P.15
	Double jeu à Gossi : Complicité établie entre les moudjahidines et la force Barkhane	P.16
	Évacuation des dépôts d'ordures à Bamako : Le ministère de l'Environnement tient promesse	P.17
	Meeting pour exiger la restitution des sommes détournées aux FAMAS : "250 Milliards sont détournés chaque année au Mali. Et les grands voleurs ne sont ni arrêtés ni emprisonnés", Pr. Clément Dembélé	P.18
	Meeting du collectif « Tombouctou réclame ses droits » : Après s'être réfugié chez un imam, le gouverneur contraint d'écouter le message des jeunes	P.19
Politique	DIP : Les ex et actuels dirigeants du Mali face au tribunal de l'histoire	P.20
	Partition du Mali : Comment les rebelles de la CMA préparent l'indépendance de l'« AZAWAD »	P.22
	Gros scandales de détournement à la Douane et aux impôts : Dr Choguel Kokala Maïga révèle la disparition de 190 milliards	P.23
Culture & société	Funérailles de DJ Arafat : L'opposition impute le fiasco au gouvernement	P.25
International	Aly Ngouille NDIAYE : "La majorité des partis sont d'accord pour que les élections soient reportées"	P.26
	Tchad : Onze morts dans des combats entre éleveurs et cultivateurs	P.26
	Un ambassadeur brésilien insulte Emmanuel Macron : «J'ai rencontré beaucoup de gays plus virils que cet imbécile»	P.27
	Sonko avait raison : Le TER va couter près de 2000 milliards	P.28
Sport	Nos Expatriés : Retour sur le weekend des joueurs maliens en Europe	P.29
	Football malien : Les conseils de la présidente du comité de normalisation	P.30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougé

P.10



P.19



P.23





Haute trahison ? L'Assemblée Nationale saisie par Soumaila Cissé

Hélicos "frelautés" achetés pour l'armée malienne : l'opposition saisit l'Assemblée nationale du Mali pour corruption et détournement de plusieurs dizaines de milliards.

Les représentants de la nation sont donc officiellement saisis. Le peuple les regarde.

C'est au cours d'un point de presse que l'opinion nationale et internationale a appris que l'Assemblée nationale du Mali avait été officiellement saisie du dossier dit des avions militaires cloués au sol et incapables de voler pour soutenir les forces armées et de sécurité dans leur guerre larvée contre la terreur et l'insécurité. Et aussi des avions pour lesquels des milliards ont été décaissés du Trésor public et qui n'ont jamais été livrés. Ou encore des avions de guerre sans dispositif de visée donc incapables de servir sur un théâtre d'opération.

C'est hier mardi 3 septembre à 10 heures que la presse nationale et internationale avaient rendez vous à la Maison de la Presse de Ba-

mako (MP) pour être édifiées sur un sujet unique et sans questions-réponses : l'achat par les plus hautes autorités du pays de coucous incapables de voler au profit des FAMAs.

Depuis la semaine dernière, le chef de file de l'opposition malienne, président du FSD et père fondateur du parti politique URD, Soumaila Cissé, avait su conditionner les hommes des médias pour un important point de presse pour le mardi. Il avait su si bien garder le secret que même son Directeur de communication, Nouhoum TOGO, qui avait été commis par lui pour mobiliser la gente journaliste, avait été tenu hors du secret. De son propre aveu aux confrères, s'il vous plaît !

C'est donc en grand état de grossesse avancée que les journalistes, caméramans et photographes ont massivement investi la grande salle des conférences de la Maison de la Presse ce mardi 3. Ils furent bien mijotés sur le feu doux de l'attente avant de voir le « commando » du jour déambuler dans l'allée centrale de la

MP : Dr Choguel K. MAÏGA en tête, suivi de Maître Mountaga TALL et enfin Soumaila CISSÉ. Les trois prennent place en face et sur la gauche des Maîtres de cérémonie qui annoncent le programme à un point unique et sans questions. Point de presse oblige !

Un film très édifiant

Pour mieux préparer l'auditoire à recevoir et bien assimiler le message, un film de 10 minutes a été projeté qui dessine les contours du sujet du jour dans toutes ses dimensions. C'est donc sur un terrain fertile que « Soumi » est monté au pupitre pour s'adresser aux journalistes et à la foule qui a fait le déplacement.

Il donne aussitôt le ton après avoir brossé le sombre tableau de six ans de pouvoir IBK : « Le maître mot qui caractérise le régime d'IBK est sans contestation possible, celui de scandales. Scandales avec S majuscule ». Des scandales « en toute impunité » et qui touchent « aux domaines sensibles de la sécurité, de l'éducation, de la santé, de l'aménagement routier parmi d'autres, sur fond de malversations financières, de fraudes fiscales et douanières ».

L'insécurité aurait fait 4000 morts civiles et militaires depuis son accession au pouvoir ; dont 500 pour le seul premier semestre 2019. Sans compter les déplacés, les réfugiés, les écoles

fermées avec des dizaines de milliers d'enfants déscolarisés. Pourtant, plusieurs dizaines de milliards de FCFA ont été décaissés par l'État pour les opérations d'achats militaires. Parmi eux, les hélicoptères « frelatés » dont l'inutilité a été reconnue, en juin à Jeune Afrique, et par le Président de la République et par le président de la Commission Défense et Sécurité de l'Assemblée nationale, en déplacement en France. L'argent est parti et les besoins n'ont pas été satisfaits : où justement ?

« C'est pourquoi nous avons saisi l'Assemblée Nationale d'une demande formelle à la date du 26 août 2019 afin qu'elle procède à toutes les investigations nécessaires et urgentes », a révélé Soumaila CISSÉ à son auditoire avant d'ajouter : « Il appartient désormais à l'Assemblée Nationale du Mali, après enquête, de renvoyer devant les juridictions toute personne impliquée dans cette cascade intarissable de scandales ».

Les maliens ont le regard fixé sur leurs députés pour voir s'ils vont continuer à laisser tuer leurs militaires une fois de plus. Ils doivent les surveiller de près et exiger d'eux de faire leur juste boulot. Rien que leur boulot.

En attendant, lisons le texte liminaire du président Soumaila Cissé.

**Mesdames et Messieurs les journalistes, professionnels et personnalités des médias,
Camarades militants et sympathisants du FSD et des partis membres de l'opposition,
Mesdames et Messieurs,**

Fidèle à mon devoir d'informer l'opinion nationale et internationale sur les questions d'intérêt majeur concernant la gouvernance et l'avenir de notre pays, je vous remercie vivement d'avoir répondu à notre invitation pour partager avec nous nos nouvelles et graves préoccupations. Le 4 septembre 2013, date à laquelle notre concitoyen, Monsieur Ibrahim Boubacar Keïta prêtait serment pour son premier mandat présidentiel, l'armée malienne et les corps de l'administration étaient déployés et opérationnels sur toute l'étendue du territoire national. Quant à l'ensemble de nos partenaires techniques et financiers, ils étaient non seulement de retour, mais œuvraient à nos côtés tant en



confiance qu'en solidarité pour une relance durable de notre économie.

Mais aussi et surtout, le pré-accord de Ouagadougou avait considérablement défriché et clairement balisé le terrain en fixant un calendrier précis pouvant et devant raisonnablement aboutir à une paix et une réconciliation durable dans des délais parfaitement maîtrisables.

De cette date à aujourd'hui 3 septembre 2019 (soit 6 ans jour pour jour) en passant par une nouvelle élection en août 2018 dont l'organisation et les procédures s'avaient plus que contestables, et dont le résultat a été massivement et régulièrement contesté, le maître-mot qui rythme et caractérise le régime d'IBK est lui, sans aucune contestation possible, celui de scandales.

Scandales avec un S majuscule tant ils se sont succédé à fortes doses et à coûts exorbitants. Scandales relatifs à l'achat de l'avion présidentiel, d'équipements militaires, d'engrais frelatés, à la passation de marchés sur-facturés, à la construction de logements sociaux, et la liste n'est pas exhaustive !

Scandales, en toute impunité, touchant aux domaines sensibles de la sécurité, de l'éducation, de la santé, de l'aménagement routier parmi d'autres, sur fond de malversations financières, de fraudes fiscales et douanières, l'ensemble impactant gravement le quotidien tant social,

économique que civique de nos populations... Les scandales se sont multipliés tragiquement en phase avec les cortèges funèbres consécutifs aux violences meurtrières, mafieuses et terroristes grandissantes au nord et au centre du pays pour lequel nos compatriotes, abandonnés par le pouvoir central, ont payé un trop lourd tribut.

Ainsi, de 2013 à 2019, l'insécurité galopante et effrénée qui frappe notre pays a occasionné la mort de plus de 4000 civils et militaires, dont plus de 500 pour le seul premier semestre de 2019. C'est tout simplement inacceptable. Intolérable !

Mesdames et Messieurs les journalistes, Mesdames et Messieurs en cette assemblée,

Chaque fois que nous condamnons ces drames à répétition et à l'occasion de chaque fête de notre Armée, nous rappelons, je cite : « que nos Forces armées et de sécurité se battent, souvent sans moyens, aux côtés de nos amis et alliés contre les groupes terroristes et djihadistes qui ont investi le nord et le centre du pays. Que pour réussir leur mission, nos forces armées et de sécurité doivent être impérativement plus équipées et mieux formées ». Fin de citation. Nous avons toujours et fermement insisté sur



une application correcte et impérative de la loi d'orientation et de programmation militaire adoptée en 2015.

C'est pourquoi, face une nouvelle fois malheureusement à la gravité de la situation, nous ne cesserons pas, comme nous n'avons jamais cessé de rappeler au régime IBK qu'aucune indiscipline ni délinquance financière ne doivent être tolérées dans la gestion des ressources allouées à nos forces armées et de sécurité. Hélas, ces interpellations et alertes sont tombées dans l'oreille de sourds tout comme les scandales financiers n'ont pas épargné les ressources allouées à l'armée.

Le Président Ibrahim Boubacar KEITA a encore une fois de plus donné raison à l'opposition en reconnaissant lors de sa dernière interview dans le Journal Jeune Afrique daté du 30 juin 2019 que les deux hélicoptères Puma achetés pour l'armée « sont cloués au sol depuis leur acquisition faute de maintenance » tout en clamant et martelant haut et fort à la Une dudit journal que « NOUS SOMMES EN GUERRE ».

Le Président de la Commission de la défense de l'Assemblée Nationale, un très proche pourtant du Président, est allé jusqu'à se poser ouvertement, pour ne pas dire naïvement, la question de savoir si notre pays « n'a pas été floué lors de l'achat de ces hélicoptères ».

Pourtant plus de 7 milliards de francs CFA ont été décaissés par l'Etat pour cette opération d'achat.

Au moment où nos forces armées tombent quotidiennement sur le champ de l'honneur faute de moyens matériels adéquats et performants, il est inadmissible de tolérer de tels scandales.

Affirmer sans ambages que notre pays est en guerre et utiliser ou laisser utiliser à d'autres fins les ressources destinées à équiper et à former l'armée pour qu'elle puisse faire face à l'ennemi et l'annihiler à tout moment et partout sur le territoire national, cette affirmation constitue un acte assimilable à de la haute trahison de la part du Chef suprême des armées, susceptible d'ouvrir la voie à sa mise en accusation. C'est pourquoi nous avons saisi l'Assemblée Nationale d'une demande formelle à la date du 26 août 2019 afin qu'elle procède à toutes les investigations nécessaires et urgentes pour répondre aux questions suivantes et éventuellement à d'autres :

- 1- Qui sont les responsables de ces tragédies ?
- 2- Qui a choisi et commandé les hélicoptères ?
- 3- Qui a ordonné les achats et à quel coût ?
- 4- Qui a procédé aux règlements et de quelle manière ?
- 5- Comment se sont opérées les transactions ?
- 6- Pourquoi les hélicoptères Puma sont-ils cloués au sol ?
- 7- Pourquoi les avions super Tucanos livrés n'ont-ils pas les équipements de combat appropriés ?
- 8- Pourquoi deux avions Super Tucanos n'ont-ils jamais été livrés ?

Mesdames et Messieurs les Journalistes,

Mesdames et Messieurs en cette assemblée, Il appartient désormais à l'Assemblée Nationale du Mali, après enquête, de renvoyer devant les juridictions compétentes toute personne impli-

quée dans cette cascade intarissable de scandales.

Cela qu'il s'agisse du Président de la République, Chef suprême des Armées, du Premier ministre, des Ministres et de leurs éventuels complices civils et militaires en raison des crimes et délits commis dans l'exercice de leurs fonctions, à savoir:

- la haute trahison
- le détournement et la complicité de détournement de fonds publics par l'engagement irrégulier des finances publiques
- l'utilisation frauduleuse des deniers publics ;
- le favoritisme, le trafic d'influence et la prévarication ;
- la fabrication de faux et l'usage de faux ;
- l'enrichissement illicite et l'évasion fiscale ;
- la trahison et le mensonge d'état ;
- les fraudes fiscales et douanières ;

Ces faits sont prévus et punis par les articles 34 et suivants, 102 et suivants, 107 et suivants, 112 et suivants, 120 et suivants, 123 et suivants du Code pénal du Mali et la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014 portant prévention et répression de l'enrichissement illicite au Mali.

Plusieurs drames auraient pu être évités et des centaines de vies auraient pu être épargnées et sauvées si notre armée avait été véritablement dotée de moyens aériens adéquats, entre autres équipements d'intervention.

On ne combat pas l'ennemi avec des leurres et on ne défend pas son peuple avec des illusions. C'est pourquoi justice doit être faite !

C'est pourquoi justice doit être rendue !

C'est pourquoi justice doit être appliquée !

Aussi, à la mémoire des milliers de victimes civiles et militaires de ses dernières années, tombées sous les balles assassines des forces du mal, et plus particulièrement à la mémoire des plus de 500 dernières victimes innocentes, vieillards, femmes, enfants et bébés non secourues à cause de la coupable défaillance de ces hélicoptères Puma et autres avions de combat, je vous prie de bien vouloir observer 3 minutes de silence.

Je vous remercie pour votre dignité et votre respect en leur mémoire.

JUSTICE TOTALE POUR ELLES ET FIN IMMÉDIATE DE L'IMPUNITÉ AU MALI.

Je vous remercie de votre aimable attention.

■ **Amadou TALL**

Amadou Tall



AU CONSEIL DES #MINISTRES:
QUEL REGARD SUR #BOUBOU DEMAIN? -

Si jamais demain mercredi il y a #ConseilsDesMinistres, quel regard auront les ministres pour le premier d'entre eux? Gêné? Condescendant? Mépriseur?

Le #PM #BoubouCISSÉ revient d'une tournée de kayes: triomphal? Non. Le contraire est vrai.

Les populations de #Kayas ont bloqué la route le 23 pour exiger sa réparation. Kati et les autres ont suivi.

Le PM a reçu les insurgés mais il n'avait strictement rien à leur offrir. RI-EN. Il a échoué à faire lever les blocages.

Le lendemain, #IBK, depuis le Japon, leur a envoyé un autre neveu: le général DG de la Sécurité d'Etat avec une promesse en béton: le 20 septembre, les travaux de réfection de la route commenceront. Lever les blocages.

Et le Collectif #Sirako et les #FARK (toute ressemblance avec les révolutionnaires de Colombie n'est pas fortuite) ont levé les blocages. Et c'est le général patron des Renseignements à lui même annoncé la bonne nouvelle de lever des blocages.

Boubou et ses ministres, pendant ce temps, regardaient leurs ongles.

Une fois que le général de 50 ans a débloqué la situation, il a passer le ballon fini à son copain et jeune frère de PM.

Boubou a été incapable de mâcher la viande. Son grand frère est venu bien mâcher la viande avant de la lui mettre dans la bouche pour finir.

Boubou a alors entamé sa tournée dans la région pour répéter que les travaux commencent le 20 et distribuer des vivres aux pauvres. Demain, c'est donc un PM incapable et désavoué et des ministres niais et incapables qui vont se retrouver autour de IBK le Machiavel. Question: pourquoi IBK a-t-il envoyé son neveu chouchou, Boubou CISSÉ à l'abattoir comme ça? Et le réduire à néant.

On verra.

Yehia Tandina



TOMBOUCTOU :CERCLE DE RHAROUS

Le Maire de la commune de Banikane enlevé par des hommes armés non identifiés.

Ammy Baba Cisse



Le Ministre Malick Coulibaly demande aux procureurs de sévir. Pour lui, la justice ne s'accommode ni du désordre ni de l'anarchie.

Pour aller au Nord, les compagnies sautent sur des mines. Ce fut le cas aujourd'hui et le gouvernement garde le silence.

Paul Diarra



Trafic d'or à Kidal : La cargaison interceptée au Niger appartiendrait-elle à la France ?

Il n'est un secret pour personne que Kidal produit de l'or depuis un certain temps. À la faveur de la découverte des mines d'or à Kidal, de nombreux orpailleurs de différentes nationalités affluaient dans la région. Raison pour laquelle la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA), qui contrôle la zone, a pris des mesures, en fin janvier début février 2019, pour régler le trafic d'or. Ce n'est donc pas une surprise, si l'on apprend aujourd'hui qu'une cargaison d'or en provenance de Kidal et appartenant à des français, aurait été interceptée au Niger.

Dans la région de Kidal, le principal site concerné par ces activités d'orpaillage est à Gouzar, localité située à quelque 40 kilomètres de Kidal sur la route de Tinessako.

Media

Très Bonne nouvelle pour l'hôpital de Segou, Kayes et Gabriel Touré 1- l'hôpital Gabriel Touré dispose des détecteurs de veines enfin de sauver les enfants des pauvres de l'amputation.

2- l'hôpital de Segou aura ces appareils de Dialyses d'ici novembre 2019.

3- l'hôpital de Kayes aura ces machines de Dialyses au plus tard dans 4 mois.

NB: Michel Hamala Sidibé est venu trouver que l'entreprise qui doit exécuter et fournir les hôpitaux à hauteur de 15 milliards a été choisie. Connaissant bien l'homme et surtout son engagement à satisfaire le peuple, l'exécution sera le souhait des ententes.

Au peuple d'aider les travailleurs de la santé à entretenir nos hôpitaux

Mali Koura



Tiebile Drame a ses detracteurs:

<<Personne ne peut dire qu'il est plus opposant que nous>>.

Soumaila Cisse, pendant les campagnes présidentielles avait donné la tête du parti à de nouveaux venus, des nomades politiques. A l'époque, les autochtones du parti étaient mécontents, car ces gens étaient des militants circonstanciels qui étaient pour la plupart arrivés au sein du parti à travers le mouvement Ante Abana.

Le temps donna raison à ces membres. Car tous ceux qui étaient venus nouvellement se sont éclipsés et ont trahi Soumaila Cisse

Mamadou N'diaye



La Circulation alternée est un échec.

2 heures dans les bouchons. Demandons son arrêt!

Touré Abdoul Karim



Parfois, il suffit d'une petite phrase pour faire tout basculer.

Boubou Cissé a divulgué une décision qui a été prise, mais qui ne devait pas être rendue publique pour répondre aux jeunes de kayes.

La même société qui a été délocalisée sur la route de Tombouctou, a repris les travaux sur la route de kayes.

S'il n'avait pas parlé, peut-être que le coup passerait sans problème, comme c'est le cas généralement.

Soutien total aux jeunes de kayes, de Tombouctou et toutes les localités du Mali qui parviennent à saisir des telles opportunités et mettre à nu ce régime de gangsters qui ne reculent devant rien.

Les maliens doivent rester soudés.

Les masses échapperont petit à petit aux endoctrinements prônés par les nouveaux gourous de la manipulation de masse.

Touré Abdoul Karim

Amadou Tieoule Diarra



DIALOGUE NATIONAL INCLUSIF 4 GROUPES DE TRAVAIL PRÉPARATOIRES. CICB

- Représentation du Barreau GP4 OSC.
- Incident mineur maîtrisé. Ministre Samass Président et 2 assesseurs. ADTraoré discutant.
- Appelés à plancher en 48h. La sagesse et l'intelligence des participants en ont fait une journée de travail. Sans gant. Sans langue de bois! Autodiscipline exemplaire.
- Qui étions-Nous? Familles Fondatrices de bko. Bamoussa Touré. Représentants des 2 gdes communautés Peuls et Dogons. Des Anciens Ministres, Diplomates, Hauts responsables de OSC et Diaspora. Grandes figures politiques et nationales: Profs Issa NDiaye. Jean Bosco. Chef de Dept Histoire Boré. Hamane Touré dit Serpent. Ben. Wangara. Badra Sacko. Dagamaissa. Oulematou Sow. Nana Coulibaly. Astou Founé. Kadidia Fofana. Diamounténé (HCI) etc etc etc....
- ODJ: nos réactions aux TDR d'un doc. de 23 pages. Convoqués pour débats de forme de structures mais fond effleuré!
- Thématiques revisitées avec propositions
- Suggérer d'aller de bas en haut (villages à villes)
- Émergence d'une nouvelle citoyenneté
- État de la Nation et re-récréation de la Nation
- Présence de L'Armée au Dialogue
- L'aménagement territorial, climat et foncier
- La sanction
- QUESTION: QUEL CHANGEMENT ET POUR QUEL MALI?

Primature du Mali

Mali-Banque Ouest Africaine de Développement : 25 milliards de FCFA pour le financement du secteur du logement.



Le Premier Ministre, Ministre de l'Économie et des Finances, Chef du gouvernement, Dr Boubou CISSÉ et le Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) ont procédé, ce matin à la Primature, à la signature d'un Accord de prêt relatif au financement partiel du Projet de viabilisation du site et de 1085 logements sociaux et économiques à Samanko au Mali pour un montant de 25 milliards de FCFA, en présence du Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat et le Directeur de l'Office Malienne de l'Habitat.

« C'est avec une réelle satisfaction que je viens de signer l'Accord de prêt relatif au financement partiel du projet de construction de 1 085 Logements Sociaux et Économiques à Samanko au Mali ainsi que la viabilisation de leur site. Je voudrais rappeler que, par ce présent accord de financement, la BOAD vient de renforcer, une fois de plus, son adhésion et son soutien aux politiques et stratégies de développement de la République du Mali » a déclaré le Premier Ministre lors de la cérémonie.

Ce projet a pour objectif de contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations et à la réduction de la vulnérabilité des ménages dans le pays. Plus spécifiquement, il consistera à : • La viabilisation du site de 42 hectares situé à Samanko à 15 kilomètres du centre-ville de Bamako dans la Commune rurale du Mandé ; • la construction, sur ce site, de 1 085 logements dont 785 logements sociaux (565 de type F3 et 220 de type F4) et 300 logements économiques (175 de type F3 et 125 de type F4), à céder en location-vente à 8 800 bénéficiaires.

En outre, le projet permettra le renforcement des capacités des Petites et Moyennes Entreprises aux métiers de la construction et la création d'au moins 563 emplois indirects au cours de la mise en œuvre du Projet.

« Je voudrais saluer la contribution apportée par l'État pour faciliter l'accès au logement aux populations cibles, à travers notamment la prise en charge du coût des travaux de viabilisation primaire et des études et la subvention du prix de cession des logements » a déclaré Monsieur Christian ADOVELANDE, Président de la Banque Ouest Africaine de Développement. Il a également rappelé la volonté de la BOAD à renforcer davantage sa coopération avec la République du Mali.

Le Premier ministre a réitéré les chaleureux remerciements du Président de la République et du peuple malien à l'égard de la Banque Ouest Africaine de Développement pour ses efforts inlassables en faveur du développement socio-économique du Mali.

La BOAD contribue au financement de plusieurs investissements au Mali dans plusieurs secteurs dont notamment l'Énergie, l'Agriculture, les infrastructures routières et de transport ainsi que dans les secteurs sociaux, dont le volume cumulé se chiffre à plus 623 milliards de F CFA.

Malick Konate



Pourquoi deux jours pour valider un TDR ? Pourquoi deux jours pour écouter les explications du Triumvirat ? Pourquoi tant de gaspillage

sans résultat ? #DPI

Les principaux acteurs du dialogue politique étaient absents à l'atelier de validation du TDR. #DPI

Ce dialogue politique est mort-né. #DPI
Je signe !

Malick Konate est avec Mamadou Konate.
"Quand 1 million de personnes se retrouvent dans la rue chaque matin pour dire : Monsieur le ministre ou Monsieur le Président, vous ne servez à rien. Il faut l'admettre que vous ne servez à rien. Moi je l'ai compris et je me suis barré." Mamadou Ismael KONATÉ, Ancien ministre de la justice

C'est la énième fois que je rends dans une agence #ECOBANK et le vigile me dit "Réseau Téry" il n'y a pas de réseau. Où est le sérieux?

Toguna Sangala

Toguna Sangala est avec Noel Sangala et 21 autres personnes.

AVIS DE REMERCIEMENTS

Les Familles Sangala, Tolofoudié, Somboro, Arama, Damango, Djoundo, Togo et alliées à Taalen, Ségué, Bankass, Massè, Sevaré, Lema kanda, Mande Kanda et Bamako ; le Diocèse de Mopti, la Paroisse de Ségué, le secteur de Dimbal, les communautés catholiques de Soulakanda, Kabala, Torokorobougou /Bacodjicorini, Sébénikoro, Garantiguibougou, Niamakoro, remercient toutes les personnes qui ont compati à leur affliction suite au décès de Maman Yanou Djeneba Anne Tolofoudié épouse de Papa Amborko Jean-Baptiste Sangala, catéchiste ER, le Jeudi 29 août 2019 à Bamako.

Ils expriment à toutes et tous, leurs sincères gratitude et prient avec eux pour le repos éternel de l'âme de la défunte.

La messe de requiem fera l'objet d'un avis ultérieur.

Les Familles et les proches

Ibrahima Anne

Macky demande à ses ministres et cadres de taire leurs ambitions présidentielles jusqu'à la fin de son second mandat qui prend officiellement fin le 2 avril 2024. De deux choses, l'une. Ou il est candidat à sa propre succession ou l'Apr n'aura pas de candidat.

Un antimissile imparable contre les contempteurs qui colportent des ragots sordides sur votre compte. Si les médias vous interpellent pour une réaction, servez-leur ceci : ils cherchent du buzz. Et vous êtes lavé à l'eau de javel. Consultation gratuite

Elhadj Djimé Kanté

Les terroristes tuent, les routes tuent, les hôpitaux tuent, les immeubles tuent, le peuple chante, les Sumu continuent
Kassim Traoré. Kita demande au PM la construction d'une salle de spectacle Bako Dagnon



Gouvernement du Mali

Ce jour à la primature, le Premier ministre Bou-bou Cissé a convié les membres du conseil national pour la réforme du secteur de la sécurité. Deux projets étaient à l'ordre du jour dont l'examen du plan d'action de la mise en œuvre de la stratégie nationale de RSS. Mali



Ali Daou

Ali Daou et 3 autres personnes ont partagé une publication.

Kati 24 URGENT: AXE SEVARE - GAO

Un car la compagnie SONEF qui a quitté Bamako pour Gao a sauté ce matin sur un engin explosif improvisé (EEI). L'accident a eu lieu entre Douentza et Boni dans la région de Mopti. Le bilan provisoire fait état de plusieurs morts et des blessés, plus de détails dans nos prochaines publications. G S



Bina Sogoba

La formation militaire de la première vague du contingent DDR a pris fin lundi 2 septembre 2019 à Bapho dans la région de Ségou.

Les 1006 éléments (officiers sous-officiers et militaires du rang) ont été invités à l'observation stricte et entière des principes républicains.

On est ensemble. Avp/Bina Sogoba



malikile.com



Diplomatie : M. Marc EGRET, nouveau Consul honoraire de France au Mali

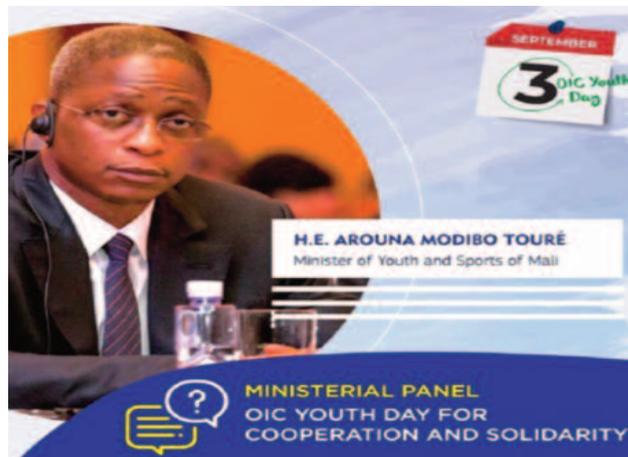


Le nouveau consul de la France au Mali a reçu ce mardi 02 septembre son Exequatur des mains de l'Ambassadeur Aguiyou DIALLO, Directeur des Affaires Juridiques du MAECI. Et cela au nom de S.E.M. Tiébilé DRAMÉ, Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale.

M. EGRET a saisi cette occasion pour remercier les autorités maliennes pour leurs efforts en faveur de la consolidation des relations entre le Mali et la France. C'est pourquoi il a assuré l'Ambassadeur DIALLO de sa totale disponibilité à travailler au raffermissement de ces relations. En retour, le Directeur des Affaires Juridiques du MAECI a félicité le nouveau Consul pour sa nomination avant de lui renouveler tout le soutien des autorités et du peuple malien pour la réussite de sa mission.

■ Bureau de l'Information et de la Presse/ MAECI

Forum de la Jeunesse de la Conférence Islamique pour le Dialogue et la Coopération (ICYF) : Le Mali sera représenté par son Ministre de la Jeunesse et des Sports



Demain, mercredi 3 septembre, s'ouvrira dans la ville d'Istanbul la 5ème session du Forum de la Jeunesse de la Conférence Islamique pour le Dialogue et la Coopération (ICYF). Lors de ce Forum le Ministre Arouna Modibo Touré animera un panel sur "la Jeunesse pour la Solidarité et la Coopération".

Occasion pour le Ministre de la Jeunesse et des Sports du Mali de faire une communication sur le rôle et l'importance de la Jeunesse dans la promotion de la solidarité internationale et de la consolidation de la coopération internationale.

A noter que le l'ICYF est une institution internationale affiliée à la Coopération Islamique (OCI).

■ CCOM/MJS

Le maire de la commune III : Mme Djiré persiste de ne pas signer

Près de trois années après son installation à la place de Kader Sidibé, la Maire de la Commune III de Bamako, Mme Djiré Mariam Diallo, se montre toujours intraitable sur le foncier.

Pas question d'entériner les attributions de parcelles opérées par son prédécesseur avant d'y voir clair. Pour y voir plus clair qu'elle ne l'a pu en étant membre de l'équipe de son prédécesseur, la Maire Adéma s'était pourtant dotée d'une commission d'enquête domaniale formée de collègues – mais dont le travail ne semble guère lui donner satisfaction. Aux dernières nouvelles, elle mijote donc de confier une tâche similaire de clarification à des auditeurs externes avec tout ce que cela pourrait engendrer comme frais pour une municipalité déjà dépourvue de recouvrements domaniaux depuis le début du mandat actuel, en 2016.

En attendant, les parcelles litigieuses convoitées par d'autres communes voisines, celle de Kati en l'occurrence, échappent allègrement à leurs attributaires de la Commune III.



Tragédie à Banconi : Un immeuble s'écroule sur ses occupants et fait plus de 15 morts



Après la tragédie naturelle du 28 août 2013 qui a vu les eaux emporter plusieurs de nos compatriotes et causer des dégâts matériels considérables, le quartier Banconi est de nouveau au-devant de l'actualité. Ce quartier périphérique défraie encore la chronique.

Cette fois -ci, il s'agit d'une tragédie anthropique, c'est-à-dire dû aux agissements de l'Homme et non imputable à la nature.

En effet, dans la nuit du dimanche, 1er août 2019, entre 4 heures et 5 heures du matin, un immeuble s'est écroulé de lui-même et a causé la mort de plus de 15 personnes et de nombreux blessés.

Le drame s'est produit dans le quartier périphérique de Banconi Salembougou situé au cœur de la Commune 1 du District de Bamako.

L'immeuble en question appartenait à un Viel homme répondant au nom de Baissa Diarra. En plus du propriétaire et également bailleur, plusieurs personnes vivaient en location dans ledit immeuble dont des couples.

Le lundi 2 août 2019, soit le lendemain de la tragédie, les forces de l'ordre et de sécurité avaient bloqué le périmètre. Des machines Caterpillar et des grues étaient à la manœuvre pour extraire des décombres des corps humains et rechercher d'éventuels rescapés.

En attendant les conclusions de l'enquête diligente, plusieurs sources s'accordent pour situer l'origine du drame à la cupidité du bailleur qui voulait se mettre plein les poches tout en économisant sur les matériaux de construction qui seraient, dit-on, de mauvaise qualité.

En tous cas, le bailleur demeure entre les mains des limiers du 3ème Arrondissement du District de Bamako pour garde à vue.

Pour notre part, au-delà de l'indignation, de l'émotion liée à cette funeste affaire, cette situation doit pousser les plus hautes autorités à prendre des mesures législatives pour réglementer d'une part le contrat de bail à usage d'habitation (location) et d'autre part encadrer rigoureusement la construction qui doit être agréée par des experts et supervisée par les services compétents.

■ **Alpha Sidiki SANGARE**

Communiqué de la Plateforme des Mouvements du 14 juin sur la sortie de la première promotion du contingent du MOC

Bamako, le 02 septembre 2019. La Plateforme des Mouvements du 14 juin 2014 d'Alger porte à la connaissance de l'opinion nationale et internationale que ce jour lundi 02 Septembre 2019 a eu lieu au camp d'entraînement de Bapho, près de Ségou, la cérémonie officielle de fin de formation du premier contingent du MOC soit 1006 ex-combattants des Mouvements signataires passant sous le drapeau du Mali suite au DDR accéléré.

La Plateforme des Mouvements du 14 juin 2014 d'Alger adresse ses vives félicitations au Gouvernement du Mali, à l'ensemble de la Médiation internationale, au chef de file l'Algérie, et à la MINUSMA pour les énormes moyens déployés pour réussir cette opération, aux Forces Armées Maliennes et internationales, à la CMA, aux Mouvements dits de l'inclusivité ainsi qu'à tous les acteurs qui ont permis la sortie de la première promotion des ex-combattants des Mouvements signataires du Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC) suite au DDR accéléré.

La Plateforme appelle tous les partenaires du Processus à poursuivre leurs efforts pour parachever la mise en œuvre de l'Accord d'Alger notamment le volet Désarmement et Intégration, attire leur attention sur l'urgence de l'opérationnalisation des Bataillons des Unités Spéciales (BUS) à travers ces premiers éléments de l'armée reconstituée, gage du retour de la paix et de la sécurité au Mali.

La Plateforme des Mouvements du 14 juin 2014 d'Alger lance un appel au Gouvernement du Mali, aux Mouvements et aux partenaires à promouvoir une communication autour de ces avancées notoires pour renforcer l'accompagnement du processus par les populations.

La Plateforme des Mouvements du 14 juin 2014 d'Alger réaffirme son engagement à la poursuite de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger.

Pour la Plateforme Le Porte-parole

■ **Moulaye Ahmed Ould Moulaye**

Lisez et faites
Malikilé
votre journal numérique

Riposte aux tweets de Me Mamadou Ismaël Konaté : Un cadre du RPM appelle au respect d'IBK!



C'est depuis sa page Facebook que M. Dramane IC Mallé a réagi. Il a fustigé l'ancien Garde des Sceaux, Me Mamadou Ismaël Konaté, en appelant le Chef de l'État à revoir la moralité de ses collaborateurs.

A travers une rubrique dénommée «LA ROUE DE L'HISTOIRE» sur sa page, Mallé a sabré l'ancien ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Me Mamadou Ismaël Konaté. Invitant le Président de la République, Ibrahim Boubacar Kéita, non moins camarade de parti dont il est fondateur à lire le tweet en question. Dramane Mallé a mis en garde contre les «amis de 25ème heure».

■ Par BAMOÏSA

Nouveau siège : L'Adema quitte la rue en Commune I



Renvoyée contre toute attente du siège solennellement attribué par Mme Konté, leur ancienne Secrétaire générale, les militants de la section Adema de la Commune I n'auront pas longtemps erré dans les rues. Ils sont désormais de nouveau relogés, à en croire nos sources, grâce à la magnanimité du secrétaire général actuel, l'ancien député Ouali Diawara.

Sauf que les Abeilles de la Commune I n'habitent plus un siège propre mais un bâtiment en location pour lequel le Secrétaire aux finances du

Ministère de la Fonction publique et du travail : L'UNTM peut se délecter de la nouvelle grille salariale



Par-delà les retards accusés dans le virement des salaires, le monde malien du travail ne manque pas de motifs de satisfaction pour le mois d'août. Il nous revient, en effet, que les travailleurs viennent de cueillir les tout premiers fruits du combat qui les avait longtemps opposés aux hautes autorités : celui de l'augmentation de la grille salariale.

En clair, l'application de la nouvelle grille vient de se ressentir de façon substantielle sur les salaires du mois d'août, quelques semaines après le vote de la loi y afférente par l'Assemblée nationale. Et, comme convenu dans les protocoles passés entre le gouvernement et l'UNTM, la nouvelle grille est entrée en vigueur pour compter du début de l'année 2019.

C'est dire que les travailleurs ont perçu leurs salaires avec un rappel de sept mois, quoiqu'il ait fallu frapper du poing sur la table, avec la clef des nouvelles menaces de grève, pour amener l'Etat à respecter ses engagements.

CE aurait déboursé six mensualités pour commencer. C'est la solution trouvée par la section après l'échec de toutes les démarches pour recouvrer l'ancien immeuble octroyé par la présidente des femmes du PASJ. Si lesdites démarches venaient encore à aboutir, confie-t-on, la section devra faire face à la détermination de la plupart des militants de ne plus mettre le pied dans le siège d'où ils ont été chassés. Comme quoi, les Ruchers de la Commune I semblent condamnés à mettre la croix sur l'hébergement gratuit.

■ Par BAMOÏSA

Lisez et faites
Malikilé
votre journal numérique

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie

Vive tension à Ozone Mali : Rien ne va plus entre la Direction générale et son personnel

C'est du moins ce que l'on peut dire eu égard aux vives tensions et à l'atmosphère délétère qui règnent au sein de cette entreprise.

En effet, un litige oppose la direction générale de la société marocaine Ozone Mali à son personnel.

Ozone est une société évoluant dans le domaine de l'assainissement et de la protection de l'environnement et qui emploie plus de 1000 personnes.

Ce litige selon les responsables syndicaux, notamment Monsieur Abdramane Sanogo et Eric Togo, respectivement secrétaire Général et secrétaire Administratif du Syndicat Ozone-Mali affilié à la centrale de l'Union Nationale des Travailleurs du Mali (UNTM), est lié au licenciement de 275 agents de propriété (balayeurs, nettoyeurs, chauffeurs, plombiers). Ces ouvriers sont recrutés par les bureaux de placement (Job Master et SAER Emploi) sur la base d'un contrat à Durée Déterminée d'une

année renouvelable.

Ayant plus de 4 ans et demi de service, donc plus de quatre renouvellements, ces travailleurs se sont vus licenciés sans préavis ni indemnités au mépris des textes qui régissent le droit du travail en République du Mali.

En vue d'attirer l'attention des plus hautes autorités politiques, le syndicat, selon le secrétaire administratif Eric Togo, a adressé des courriers à la primature, la mairie du District de Bamako, l'inspection du Travail, la centrale UNTM, les bureaux de recrutement SAER emploi et job center qui n'ont pas daigné leur répondre.

Outré et indigné par cette situation, le personnel de Ozone-Mali, pour se faire entendre, a alors tenu devant la cour de la société un sit-in le jeudi, 29 août 2019. Devant l'indifférence de la Direction Générale dirigée par Monsieur Noureddine CHBANI, le syndicat a observé un arrêt de travail le vendredi, 30 août 2019, pour soutenir les 275 agents licenciés et réclamé

un contrat à durée indéterminée.

Il n'a pas fallu plus pour que la direction générale entre en transe et envoie des marocains travailler en lieu et place du personnel malien.

Excédé par ce comportement peu orthodoxe, le personnel de Ozone est alors descendu en nombre dans les rues pour empêcher ceux-ci d'assumer leur fonction.

Informé de ce climat conflictuel, le commissaire du 3ème Arrondissement de police s'est déplacé sur les lieux pour tenter de comprendre le fond et pallier les éventuels débordements.

Aux dires des syndicalistes en dépit du contrat juteux de 9 milliards de FCFA signé entre l'Etat du Mali et la société Ozone, le personnel de cette entreprise travaille dans des conditions infra humaines. Démarrant la journée de travail à 6h du matin pour finir à 14 heures, ces travailleurs sont parfois victimes d'accidents de la circulation qui ne sont pas pris en charge par la société et ne bénéficient pas souvent du matériel de travail (tenue, gants, chaussures) et peuvent cumuler des fois des arriérés de salaire.

A suivre...

■ Alpha Sidiki SANGARE



Hommage funèbre à l'honneur de Feue Yanou Djeneba Anne Tolofoudié : (lundi 2 septembre 2019, Eglise catholique de Kabala, Bko)



Nous voilà tous réunis pour conduire notre mère en sa dernière demeure auprès du Seigneur.

Dieu en a décidé ainsi !

Maman,

Notre Papa et nous tes filles et fils : Cécile, Bernadette, Paul, Rosalie, Jean, Céline, Blaindine, Casimir, Marie Noëlle tous ici présents, Nos parents,

Tes petits enfants, arrières petits enfants ou à toi confiés,

Nos familles, nos amis, nos collègues de travail, nos voisins, nos relations,

T'adressent leur dernier adieu,

Le cœur meurtri au plus profond de notre vulnérabilité de simples sujets de Dieu.

A toi Yanou,

Djeneba,

Anne,

Ina notre maman.

Nous te disons i Tolofoudié.

Une des nombreuses significations de ce patronyme traduit l'adage selon lequel la termitière ne prospère pas n'importe où.

Yanou, de par la tradition de chez nous, parce que 5ème fille de sa famille originaire de Taalen, elle a passé son enfance à Soban dans l'actuel cercle de Bankass.

A Soban, un village fortement islamisé, les To-

lofoudié représentaient l'une des plus grandes communautés familiales dans laquelle l'autorité du patriarche servait de ligne directrice pour toutes les situations en occurrence l'éducation des enfants et l'organisation des travaux champêtres. L'un des patriarches Elessin fut le père de notre maman.

Djeneba, est son prénom musulman à la naissance. A sa famille très pratiquante de l'islam et qui a vu naître notre maman, aujourd'hui installée à Maasseè, nous sommes restés toujours et si chèrement attachés.

Plus tard, avec l'arrivée des Missionnaires Catholiques à Ségué au début des années 1950, nos parents furent parmi les premiers à accueillir les prêtres venus de la Haute Volta à l'époque et à adopter des prénoms catholiques.

Notre père Amborko Jean-Baptiste, que Dieu lui prête une longue vie, avant de s'installer à Soulakanda en 1959, fut un grand compagnon de prédication de feu Pierre Kombé Somboro, Patriarche Tomon et farouche opposant à la conquête coloniale.

Epouse de catéchiste, maman Anne fut de toutes les luttes pour l'évangélisation et la scolarisation dans plusieurs petits villages du cercle de Bankass dont Goumouni, Konna, Nyende, Ogassagou, Oubanyala, Diama et Sou-

lakanda.

Merci maman Anne,

Toi qui n'avais pas besoin de carnet pour réciter les prières usuelles et les chants bibliques du fervent chrétien.

Tu les retenais facilement et les enseignait aux autres.

Merci maman Anne,

Parce qu'afin d'assurer à toutes les mêmes chances dans la vie, tes six filles furent scolarisées loin du village entre Ségué, Bankass, Bandiagara, Sévaré ou Bamako faisant retomber sur toi toutes les corvées de ton ménage. Quant à tes trois garçons, ils bénéficièrent également de la même chance d'aller à l'école vous privant, papa et toi, d'une main œuvre indispensable à la vie paysanne.

Maman Anne fut pour nous une mère, pour tous une éducatrice et une conseillère qui s'est pleinement occupée de ses enfants et davantage des autres enfants de la communauté et même des étrangers, engagée qu'elle était pour l'éducation et la pratique de la foi religieuse.

Aujourd'hui cette bonne volonté a donné au Mali de nombreux cadres dont des officiers de l'armée, des médecins, des enseignants, etc.

Merci maman,

Merci pour le témoignage de ta vie de 85 ans, simple, enthousiaste et riche,

Merci pour ta combativité face à la maladie dont l'arthrose contre laquelle tu a tant lutté et due à la pénibilité de tes tâches,

Tu as entre autres filé le coton jusqu'à tes derniers jours et offert des présents à tes nombreux visiteurs au village et ici à Bamako depuis 2013.

Merci pour ta foi,

Pardonne-nous,

Nous te pardonnons.

Adieu Ina

Ina Repose en paix.

Ina Tes enfants fiers de toi et reconnaissants te disent Ya weli fô, Ya weli fô, Ya weli fô.

i Tolofoudié.

■ **Ambaba de Dissongo**



Double jeu à Gossi : Complicité établie entre les moudjahidines et la force Barkhane

Le temps commence à donner raison à ceux qui avaient alerté sur le fait que la France a son propre agenda en intervenant au Mali.

Les plus prudents des observateurs nationaux et internationaux avaient averti sur le danger de l'intervention de la France au Mali malgré la situation critique qui prévalait à cette époque. Finalement, le temps leur a donné raison à propos de la présence de l'armée française au Mali. « Ceux qu'ils sont venus combattre les terroristes, passent le plus clair de leur temps à faire autres choses ou collaborer loyalement avec les mêmes djihadistes », s'exclamait un citoyen de la localité de Gossi.

Dans la localité, des relations de bon voisinage

se passent entre les éléments de l'armée française et les présumés terroristes. Ces présumés terroristes, on le sait désormais, ne sont que des marionnettes de la force française. Alors que cette ville (Gossi) est traversée par la route menant à Gao. Les passagers qui empruntent la même route pour se rendre à Gao, Ménaka ou Kidal ne peuvent pas se déplacer sans une escorte militaire car les bandits sont devenus maîtres des lieux et rendent le passage quasi impossible.

Avec cette découverte, les Maliens se rendent compte que les bandits sont informés probablement par la force Barkhane. Rien ne peut démontrer le contraire de cette affirmation. Pour preuve, selon des sources locales, il y a une présence massive des djihadistes aux

alentours de la localité de Gossi et cela malgré la présence d'une base des forces françaises dans la zone.

Selon ces mêmes sources, les terroristes circulent généralement sur des motos et dans des Pick-up de jour comme de nuit. Vers Tinhadalane, à 30 km à l'ouest de Gossi et dans plusieurs autres localités, la psychose se fait sentir au sein de la population malgré la présence des forces françaises et celle de l'armée malienne. Ces présumés djihadistes qui écumant la zone, appartiendraient au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) allié à Iyad Ag Ghaly.

Au même moment, l'arrestation de Tahar ou Moussa, membre du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) et compagnon de l'ancien chef djihadiste, Yahya Aboul Hammam, est annoncée par la Force Barkhane. La recrudescence de la violence reste vive dans la localité.

■ B.M

Évacuation des dépôts d'ordures à Bamako : Le ministère de l'Environnement tient promesse



Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, Housseini Amion GUINDO, s'était engagé à faire évacuer tous les dépôts de transit de la ville de Bamako, avant le 31 août dernier. Cette promesse a été honorée avec l'évacuation des points noirs. La balle est désormais dans le camp des communes qui doivent désormais assurer l'évacuation régulière des flux journaliers d'ordures qui arrivent sur les sites.

Conformément à l'engagement du ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable d'évacuer tous les points noirs du district, le chef de cabinet, Moussa KANTE, accompagné par le directeur national de l'assainissement et du contrôle des pollutions et nuisances, Amadou CAMARA et certains cadres du département ont sillonné certains dépotoirs pour constater si le travail

est effectif.

Cette opération qui consiste à débarrasser la capitale des points noirs qui entachent l'environnement a pour but d'améliorer le cadre de vie des populations.

Le Chef de cabinet, Moussa KANTE, a affirmé que cette visite de terrain a été initiée pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux conformément à l'engagement du département d'évacuer l'ensemble des points noirs du district de Bamako. Il a souligné que le ministère s'était engagé à faire évacuer tous les dépôts d'ordures avant le 31 août 2019.

« Le constat est satisfaisant, malgré le flux journalier des ordures qui arrivent toujours sur les sites. Beaucoup d'efforts ont été fait et il reste beaucoup à faire encore », a noté le chef de cabinet.

Le directeur national de l'assainissement et du contrôle des pollutions et nuisances, Ama-

dou CAMARA, a expliqué que les points noirs sont les endroits inappropriés où l'on déverse les ordures. Aux dires de M. CAMARA, au total Bamako compte 26 points noirs sur lesquels 22 ont été totalement évacués à ce jour. Il a précisé que le dépôt du CFP à Médina-Coura et le dépôt qui jouxte le cimetière de Lafia-bougou sont des dépôts de transit.

« Quand ces dépôts ne sont pas évacués à temps et que les ordures débordent et dégagent des odeurs nauséabondes, ils deviennent des points noirs. À travers le concept Zéro point noir, le département s'est engagé à évacuer l'ensemble des dépôts de transit », a expliqué Amadou CAMARA.

Selon lui, après cet effort du ministère, il revient aux communes de prendre le relais pour assurer un mécanisme d'évacuation régulière des dépôts d'ordures. Il a rassuré qu'après avoir joué leur rôle, le département et la direction nationale de l'assainissement veilleront auprès des collectivités pour la gestion des flux journaliers.

M. CAMARA a rappelé que le décret 0572 du 22 juillet 2014 transfère la gestion des dépôts d'ordures aux collectivités territoriales. Cependant, il n'a pas manqué d'évoquer le qui-proquo qui existe entre la tutelle et les collectivités par rapport à la gestion des dépôts de transit.

Selon ses explications, les communes dénoncent le transfert non effectif des ressources nécessaires, notamment financières pour leur permettre de mener à bien à cette mission. De son côté également, ajoute-t-il, le ministère avance que son budget n'est pas en mesure d'assurer régulièrement l'évacuation de tous les dépôts de transit de la capitale.

Le directeur national de l'assainissement a précisé que conformément à ses missions régaliennes, le ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable fait souvent des efforts pour évacuer les dépôts de transit. Selon lui, il n'existe pas spécifiquement une ligne budgétaire pour cette intervention du ministère.

Aujourd'hui, le département affirme avoir honoré son engagement qui consistait à évacuer tous les points noirs de la ville. Pour ses responsables, la balle est désormais dans le camp des collectivités qui doivent faire des efforts pour assurer l'évacuation régulière des flux journaliers.

■ PAR MODIBO KONE

Meeting pour exiger la restitution des sommes détournées aux FAMAS : «250 Milliards sont détournés chaque année au Mali. Et les grands voleurs ne sont ni arrêtés ni emprisonnés», Pr. Clément Dembélé



Il s'étaient plusieurs centaines de citoyens à se donner rendez-vous, le samedi 31 août dernier, dans l'après-midi, sur le Boulevard de l'Indépendance, au Centre-ville de Bamako. Des femmes, des jeunes et des personnes âgées étaient tous là et par une seule voix ont exigé la restitution des fonds publics détournés aux Forces armées maliennes (FAMA) dans le cadre de la fameuse affaire d'achat d'équipements militaires sous l'actuel Régime d'IBK. Le Boulevard de l'Indépendance avait toute une autre image, dans l'après-midi du samedi 31 août dernier. À la tribune d'honneur remplie d'un monde issu de toutes les organisations de la société civile et syndicale, dont le Haut Conseil Islamique présidé par Chérif Ousmane Haïdara ; les Représentants des femmes des différents marchés de Bamako ; le Représentant des travailleurs du chemin de fer et des Groupements de jeunes, des pancartes et banderoles sur lesquelles on pouvait lire des cris du cœur et des dénonciations dont « Par la corruption, l'Afrique tue ses enfants ; le Mali

dévore les siens» ; «Stop à la corruption» ; «Nous exigeons la restitution de nos impôts détournés » .

L'objectif de cette mobilisation était clair, selon M. Bakayoko, porte-parole des Représentants des Cheminots. Il s'agit de soutenir l'Armée nationale et dénoncer surtout la corruption. «Nous ne pourrions pas rester en marge d'une manifestation pour soutenir l'Armée nationale surtout quand il s'agit de lutter contre la corruption. Nous, les cheminots, savons ce que veut dire la corruption.

Les durs moments que nous, les travailleurs du rail, traversons, ne sont pas tombés du ciel. Ils sont nés de la corruption et du détournement des deniers publics sévissant dans notre secteur. Cette lutte est commune ; tout le monde doit se mobiliser pour que nos Hommes en uniformes soient à l'aise au front. Nous exigeons la restitution des fonds détournés à l'Armée et qu'ils soient utilisés comme ça se dit.

C'est ce dont notre Mali et ses fils ont besoin

aujourd'hui », a-t-il exigé avant de rajouter que : «Les cheminots peuvent témoigner. Au temps de Moussa Traoré, le chemin de fer était le secteur envié de tous. Les travailleurs étaient estimés à plus de 3000 employés. Chaque mois, on envoyait les véhicules pour transporter les revenus du secteur et les cheminots et bien d'autres corps professionnels étaient payés à partir de cela aussi.

Mais c'est la politisation qui a entraîné la banqueroute du chemin de fer. On a réduit le nombre de travailleurs de 3000 à 1500 puis à 500 Agents vers les années 1988. C'est suite à cela que la privatisation est advenue entraînant tout ce que nous vivons aujourd'hui. Les Maliens ne doivent plus croiser les bras face à cette même situation qui se dirige vers notre Armée qui nous défend nuit et jour. Nous sommes avec la plateforme jusqu'au bout».

Prenant la parole avec une voix presque courroucée, Mme Sanogo, Représentante des femmes du marché de Djicoroni, dira ceci : «Nous remercions tous ceux qui ont effectué le déplacement pour cette cause commune. C'est nous les femmes qui sommes les plus touchées dans cette histoire. Nos enfants sont enrôlés dans l'Armée puis jetés au front sans équipements adéquats. J'appelle toutes les femmes à considérer cette lutte comme la leur. On a vraiment trop souffert. Nos enfants ont les Diplômes, mais n'ont pas de travail. Les petits voleurs sont dans les prisons alors que ceux qui volent des milliards et des milliards roulent dans les grosses cylindrées au vu et au su de tous. Il faut que nos Gouvernants aient pitié des citoyens lambda », s'est-elle exclamée.

«Les Gouvernants maliens n'aiment pas le Mali. Ils ne se soucient que de leurs familles, l'école de leurs enfants et le luxe de la vie ».

Habillé en costume noir comme pour prouver

sa tristesse face à la situation que vit l'appareil militaire, l'Universitaire Clément Dembélé, non moins Président du Comité de pilotage de la plateforme de la lutte contre la corruption et le chômage ne mâchera pas non plus ses mots contre ce phénomène qui fait disparaître plus de 250 milliards de FCFA par an des caisses de l'État.

«Par la corruption, nos enfants meurent sur la Méditerranée par faute de travail ici», s'est-il insurgé avant d'enchaîner que la mauvaise gouvernance fait que 83% des jeunes maliens sont au chômage alors que quand on met fin

au détournement des 250 milliards par an ça peut faire employer soixante-dix mille jeunes maliens par an ; soigner plus de dix-sept millions de Maliens par an ; 7000 villages peuvent aussi bénéficier des pistes agricoles. «Nous sommes là aujourd'hui pour dire aux enfants et aux femmes de nos braves militaires tombés sur-le-champ de l'honneur que nous sommes avec eux.

Nous n'accepterons plus que nos Dirigeants envoient leurs fils étudier ailleurs pour revenir nous gouverner. 250 milliards sont détournés chaque année au Mali. Et les grands voleurs

ne sont ni arrêtés ni emprisonnés. Nous n'accepterons plus que notre armée soit transformée en vache laitière à la merci de quelques individus. Nos militaires sont gérés pauvrement sinon ils ne doivent pas être pauvres. Nous exigeons la restitution de nos milliards engloutis dans l'affaire des équipements militaires et que tous les auteurs soient arrêtés et punis par la loi en vigueur», a-t-il exigé ouvertement.

■ **Seydou Konaté**

Meeting du collectif « Tombouctou réclame ses droits » : Après s'être réfugié chez un imam, le gouverneur contraint d'écouter le message des jeunes



Le nouveau vent qui souffle au Mali demeure incontestablement celui de la force et de révolution de nouvelles consciences. Les dirigeants maliens, hier comme aujourd'hui, se sont beaucoup joué des populations à tous les niveaux.

Aujourd'hui, le gouvernement d'IBK se fait lentement consumer par ces feux qui jaillissent du Nord au Sud, d'Est en Ouest. Que dire? Il s'agit d'un retour de manivelle, le temps des grandes trahisons et des fausses promesses de ceux qui croyaient que le jour n'allait jamais se lever.

Après la panique généralisée qui a secoué la Primature récemment, sous la pression des Kayesiens et des Katois, les solutions démagogiques proposées ont entraîné un nouveau front de contestation et d'exigence. Il s'agit de

Gao et Tombouctou.

La cité des 333 Saints, cet après-midi du 2 Septembre, a vu des jeunes au sein d'un collectif dénommé « Tombouctou réclame ses droits » mouvementer la ville. En effet, selon des sources locales, plusieurs tentatives de sabotage ont été initiées par le préfet, en complicité avec le maire pour faire annuler ou interdire le meeting.

Ces autorités régionales et communales, avec à leur solde, d'autres jeunes qui n'ont pas compris la cause (route pour Tombouctou), se sont opposées à ce rassemblement pacifique de citoyens qui ne souhaitent qu'interpeller ses dirigeants.

Des affrontements ont éclaté entre jeunes et forces de l'ordre. Des gaz lacrymogènes, rapportent des témoins, ont été lancés mais les

jeunes ont tenu tête.

Moment déterminant, le gouverneur, selon un des organisateurs, a été contraint de trouver refuge chez l'imam de la mosquée de Sankoré. Était-ce une séquestration? Pas du tout explique un manifestant : « Il a fait arrêter trois de nos responsables et nous l'avons obligé à les faire libérer. Ce qui fut fait », explique un jeune déterminé.

Ces représentants de l'Etat, sans méthode et sans langage approprié, ne jouissent d'aucune considération auprès de ces courageux fils de la ville qui, les mains nues, les ont ouvertement qualifiés de traîtres. Les jeunes de Tombouctou ont fait plier les forces de l'ordre qui semblent être de cœur avec leurs frères sortis pour une cause collective.

Le gouverneur a été obligé d'écouter les jeunes en face pour la lecture de leur déclaration dont les points sont clairs : ils exigent que le Premier Ministre Boubou Cissé leur dise la date (jour, mois et année). Ils demandent également à Boubou Cissé d'infirmer les propos qui lui sont attribués ou le cas échéant, présenter ses excuses aux populations de Tombouctou. Aussi, dans leur déclaration signée de leur président Ibrahim Adiawiakoye (IB 124), le collectif lance un ultimatum de 72heures

Ce mouvement a vu le soutien et l'implication de jeunes du CDR de Tombouctou. Ils ont fortement salué la réussite de ce premier acte d'une guerre vers la tenue d'engagements solennellement pris par des dirigeants qui ont juré de faire restaurer l'honneur du Mali et apporter le bonheur des Maliens.

En attendant l'expiration de ce compte à rebours, les stratégies se peaufinent pour une lutte qu'ils ont juré de mener jusqu'au bout.

DIP : Les ex et actuels dirigeants du Mali face au tribunal de l'histoire



Hier unis dans la lutte pour l'avènement de la démocratie, aujourd'hui divisés à cause du pouvoir, les acteurs politiques doivent et peuvent s'unir à nouveau en signe de synthèse des deux phases précédentes de l'évolution dialectique du processus historique du pays, pour livrer à l'unisson la lutte contre la crise multidimensionnelle qui mine le Mali. Et pour cause. Cette génération politique dorée du Mali, présidant à la destinée du pays bientôt trois décennies, a été incapable d'assurer, à hauteur de souhait, pour des enfants, des jeunes, des femmes, des paysans, des éleveurs, des pêcheurs, des commerçants du Mali les droits les plus élémentaires, la bonne éducation, la bonne formation, des emplois, la justice, la sécurité. Ainsi, le dialogue politique inclusif en préparation est une occasion historique pour eux de se racheter pour corriger leurs fautes de gestions politiques commises et rectifier les insuffisances constatées dans leurs pratiques démocratiques du pouvoir public au Mali. En tout cas, M. Seydou CISSE, professeur de philosophie morale et politique à l'ENSup, reste convaincu que du Président alpha Oumar KONARE au Président Ibrahim Boubacar KEITA en passant par les Présidents Amadou Toumani TOURE et Dioncounda TRAORE, les Premiers ministres, les gouvernements successifs et les différents Présidents d'institutions de la République sont face au tribunal de l'histoire. Lisez plutôt sa réflexion !

Dialogue politique inclusif ou l'occasion de sortie consensuelle de crise au Mali.

Hier, des acteurs socio-politiques d'horizons divers, d'idéologies différentes et pour des raisons très variées ont décidé de se rassembler en un vaste mouvement populaire, dénommé le mouvement démocratique de Mars 1991, pour faire chuter le régime de général Moussa TRAORE, vieux à l'époque de vingt-trois ans donc de presque une génération. Ce rassemblement a été possible grâce à une alliance tactique de circonstances des différentes forces socio-politiques en lutte contre le régime kaki.

Pour atteindre leur objectif de l'époque, les acteurs du mouvement démocratique ont été capables de surmonter leurs contradictions internes ou secondaires pour faire face, en bloc, à celle principale qui les opposait à la dictature militaire.

À présent, les acteurs publics ou politiques actuels, majoritairement issus du mouvement démocratique, doivent se rassembler pour la résolution consensuelle de la crise multidimensionnelle à laquelle le Mali, notre Mali à nous tous, est confronté depuis déjà sept ans. Mieux, à cause de cette crise qui s'étend dans le temps et dans l'espace au Mali, eux tous, ils ont, à un moment ou à un autre, appelé de tous leurs vœux, à cor et à cri, la tenue d'une rencontre de toutes les forces vives de la nation pour sauver notre pays de la disparition dans un élan consensuel et patriotique digne des héritiers des grands empires et royaumes que nous sommes. Car quand la maison commune brûle, on ne s'occupe pas de l'écurie personnelle.

Cependant, au moment où les conditions objectives se réunissent pour la tenue du dialogue pour un nouveau départ ou de correction des fautes et insuffisances de mauvaises pratiques des gouvernants d'hier et ceux d'aujourd'hui du pays, des discours de boycott de certains acteurs de celui-ci pleuvent. Ces discours de boycott du dialogue politique inclusif se tiennent au grand mépris des attentes légitimes de sortie de crise consensuelle des populations menant une vie humainement inacceptable à cause de l'insécurité, de la précarité dans les camps, du désœuvrement total.

Pourtant, c'est par le cynisme, la manipulation, l'achat de consciences d'électeurs, le laxisme, le nombrilisme et l'incompétence politique notoire que les gouvernants sceptiques du pays ont, à des degrés de responsabilité assez différents, semé les graines de la crise multidimensionnelle que traverse notre pays. Du Président Alpha Oumar KONARE au Président Ibrahim Boubacar KEITA en passant par les Présidents Amadou Toumani TOURE et Dioncounda TRAORE, les Premiers ministres, les gouvernements successifs et les différents Présidents d'institutions de la République sont interpellés par l'histoire pour sortir notre pays de là, de cette crise de la honte et de l'humiliation de tous les Maliens de l'intérieur comme de l'extérieur.

Cette interpellation s'adresse aussi à tous les responsables des partis politiques et autres organisations dont sont issues les personnalités ci-dessus citées. Car ils doivent humblement reconnaître que le peuple a été déchanté voire abusé par les pratiques démocratiques peu orthodoxes de leurs différents régimes.

La génération politique dorée du Mali, présidant à la destinée du pays bientôt trois décennies, a été incapable d'assurer, à la hauteur de souhait, pour des enfants, des jeunes, des femmes, des paysans, des éleveurs, des pêcheurs, des commerçants du Mali les droits que le camarade Président Modibo KEITA même le Président Moussa TRAORE, dans une moindre mesure, ont pu leur assurer à savoir la bonne éducation, la bonne formation, des emplois, la justice, la sécurité.

Certains d'entre eux ne veulent pas s'impliquer au dialogue inter-Maliens pour dégager le ciel du Mali des menaces de sa dislocation en tant que pays pour des raisons, sans nul doute, mineures au regard de ce qui est en jeu : l'exis-

tence de notre Mali.

Le dialogue politique inclusif en préparation est une occasion historique pour eux de se racheter pour corriger leurs fautes de gestions politiques commises et rectifier les insuffisances constatées dans leurs pratiques démocratiques du pouvoir public au Mali.

Cette remise en cause ne sera possible que si les responsables de la gouvernance démocratique du Mali se donnent le temps de la retraite spirituelle au cours de laquelle ils procéderont à une réelle introspection de leur être profond. De ce sondage de leur conscience politique et morale, ils y trouveront les tristes souvenirs de toutes les victimes des événements de Mars 1991, mais aussi des rebellions successives de l'ère démocratique, du coup d'État du 21 mars 2012, de la guerre civile du centre, des attaques terroristes barbares, de la Méditerranée, des camps de la honte des réfugiés et des déplacés, je dis bien Maliens.

Ce travail de réminiscence des événements douloureux du pays s'impose à tous les gouvernants passés et présents, les responsables de la CMA, de la Plate-Forme, des milices du centre, car il est temps que le sang des enfants de la Femme arrête de couler au Mali par votre implication sans réserve à la recherche de solutions consensuelles et partagées de sortie de crise.

Conscient de la vérité sur le mouvement démocratique du propos de feu Professeur Mohamed Lamine TRAORE, la lutte unie et le pouvoir divisé, je voudrais formuler le cri du cœur suivant à l'adresse des acteurs publics du Mali :

Hier unis dans la lutte pour l'avènement de la démocratie, aujourd'hui divisés, à cause du pouvoir, les acteurs politiques doivent et peuvent s'unir, à nouveau en signe de synthèse des deux phases précédentes de l'évolution dialectique du processus historique du pays, pour livrer à l'unisson la lutte contre la crise multidimensionnelle qui mine le Mali. Née de leurs fautes politiques, cette crise multiforme risque de faire sombrer le Mali, avec lui sa démocratie qu'ils ont portée au prix de luttes héroïques faites de sueur, de larmes et de sang. Malgré les divisions, suspicions, divergences, différends nés de la quête et l'exercice du pouvoir, ils doivent taire leur égo pour se rassembler autour du Mali à la faveur du dialogue politique inclusif pour le sauver du péril.

Pour la génération politique dorée du Mali, la seule et ultime lutte, qui doit valoir la peine d'être menée par eux pour la nation toute entière meurtrie à cause de la crise actuelle, est la recherche d'un nouvel ancrage socio-politique de l'État démocratique et laïc du Mali. Grosso modo, le dialogue politique en préparation ne saurait être l'apanage d'un camp politique contre les autres, mais ses conclusions de sortie de crise consensuelle de notre pays refléteront naturellement ce qu'apporteront comme contributions la majorité, l'opposition et la société civile aux discussions sur les thématiques retenues pour l'apaisement des souffrances de la nation malienne dans sa diversité, malheureusement, en délitement

avancé.

Conscients de la diversité du vrai et du juste en politique, les acteurs politiques doivent se convaincre que le dialogue reste la seule issue de sortie véritablement démocratique de la crise actuelle du pays pour lui éviter toutes aventures du genre coup d'État ou autres. Car dans le contexte actuel du pays devant un coup d'État à savoir la prise du pouvoir d'État par un tyran, IBK pourrait être logé dans la même enseigne que tous les autres acteurs de la vie publique.

M. Seydou CISSE, professeur de philosophie morale et politique à l'ENSUP.

Ecobank
The Pan African Bank

Compte Courant

Le compte courant assorti d'avantages exclusifs.

- + e-Alert
- e-Statement
- SMS-Alert
- Virement
- Cartes

24H/24

OUVERT COMPTE COURANT

offre soumise à conditions.

Ecobank
La Banque Panafricaine

www.ecobank.com

Partition du Mali : Comment les rebelles de la CMA préparent l'indépendance de l' « AZAWAD »

A l'issue de sa 37^{ème} session dirigée, le 19 août Bamako, par son président Ahmed Boutache, le Comité de suivi de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger annonce que tous les groupes armés seront désarmés avant le 31 décembre 2019. Selon Boutache, toutes les parties ont réitéré leur volonté d'accélérer la mise en œuvre de l'Accord dont les blocages sont régulièrement dénoncés par la communauté internationale. 1000 combattants sont, à ses dires, déjà désarmés et 295 autres le seront bientôt. Ils seront mis en formation pour intégrer le MOC (patrouilles mixtes).

Chantage de la CMA

L'annonce de Boutache a tout l'air d'une blague. En effet, les observateurs avertis se disent convaincus que la CMA (Coordination des mouvements de l'Azawad) ne déposera jamais les armes. Ces derniers mois, elle n'a pas cessé de multiplier les obstacles au désarmement et de soumettre le Comité à un chantage permanent.

Elle a ainsi présenté des combattants dont plusieurs ont été déclarés illettrés ou inaptes à la fonction militaire. Le Comité de suivi projette de les réinsérer dans la vie civile, ce qui pourrait permettre de soulager la CMA. Certains combattants sont invités à reprendre leurs analyses médicales pour qu'on puisse les déclarer à nouveau aptes au service militaire.

La CMA a émis une autre exigence: intégrer ses combattants dans l'armée avec les grades qu'elle aura elle-même indiqués. L'affaire a fait couler beaucoup d'encre et de salive mais au

final, il a été décidé par le Comité de suivi d'octroyer trois grades supplémentaires à tout combattant présenté par un groupe armé signataire de l'Accord. Mais sur quelle base fixer le grade initial du combattant alors qu'il appartient à une armée non officielle ? L'État malien et le Comité de suivi ont trouvé, sur ce sujet très sensible, de reculer en acceptant que tout groupe armé donne à son combattant le grade initial qu'il veut. Du coup, on verra bientôt entrer dans l'armée une véritable colonie de colonels et de généraux venus d'on ne sait où.

En outre, en violation de ses engagements, la CMA avait empêché l'entrée des patrouilles mixtes dans son fief de Kidal. Sous la pression de la communauté internationale, elle s'est inclinée du bout des lèvres en posant cependant de nombreuses conditions à l'arrivée des patrouilles mixtes :

- Interdiction d'arrêter quiconque à Kidal sous aucun prétexte; • Interdictions de filmer ou de photographier toute installation dans la ville de Kidal;
- Interdictions à tout élément des patrouilles mixtes de porter une tenue civile dans la ville de Kidal; • Interdiction aux éléments des patrouilles mixtes de rendre visite à un habitant de Kidal;
- Interdictions de profaner les symboles de l'Azawad dans la ville de Kidal; • Interdiction à tout élément des patrouilles mixtes de détenir des armes non répertoriées par la Médiation; • Interdiction à l'aviation malienne d'atterrir à Kidal où de recevoir tout renfort terrestre;
- Interdiction aux éléments des patrouilles mixtes de prendre des positions statiques de

garde dans la ville de Kidal;

- Interdiction de faire usage des armes dans la ville de Kidal; • Interdiction de participer à une réunion dans la ville de Kidal; • Interdiction de toute visite au Camp des patrouilles mixtes à Kidal.

Le résultat, c'est que les patrouilles mixtes ne patrouillent nulle part mais sont plutôt cantonnées à Kidal.

Stratégie de la CMA

En fait, tout porte à croire que la CMA entretient une stratégie de pourrissement en vue de ne pas désarmer et de maintenir le Nord du Mali sous son contrôle, afin d'y perpétuer ses trafics d'armes, de migrants, de drogue et d'esclaves. Toutes choses qui lui rapportent infiniment plus que tout emploi dans l'armée et l'administration maliennes.

L'un des axes de la stratégie de la CMA consiste à amplifier, en complicité avec les groupes terroristes, l'insécurité au centre du Mali pour distraire les forces maliennes et les désintéresser du Nord.

Un second axe de la stratégie consiste à renforcer l'administration rebelle sur les entités géographiques et les populations du nord. À ce titre, la CMA a mis en place de nombreuses structures et édicté une série de directives que ses hommes appliquent aux villes du Nord.

Le pire, c'est que malgré ces manœuvres attentatoires à la souveraineté du Mali, l'État continue d'affecter aux autorités intérimaires du nord, majoritairement issues de la CMA, des fonds colossaux. Selon le rapport de l'observateur indépendant du processus de paix, l'État a affecté, en 2018, 20% du budget d'État aux autorités intérimaires du nord. L'objectif est d'atteindre les 30% prévus par l'Accord de paix.

C'est avec ces sommes gracieusement offertes par l'Etat que les rebelles se renforcent et gagnent à leur cause les populations extrêmement pauvres du nord. Le but ? Préparer dans un délai de 5 ans l'adhésion de ces populations à un éventuel référendum d'autodétermination de l'Azawad. Il est fort probable que le but soit atteint puisque les seules aides et les seules autorités auxquelles les populations locales ont recours émanent de la CMA, l'État étant interdit de séjour dans la plupart des localités du nord.

■ Tiekorobani



Gros scandales de détournement à la Douane et aux impôts : Dr Choguel Kokala Maïga révèle la disparition de 190 milliards



Commentaires fermés sur Mali : Gros scandales de détournement à la Douane et aux impôts révélés par le Dr Choguel Kokala Maïga: 190 milliards volatilisés

Les 741 milliards de pertes sèches enregistrées par le Trésor public sur une décennie (2005-2017) ne seraient que des brouilles à côté du chiffre record de 190 milliards volatilisés au niveau seulement de deux services en 2018 : la Douane et les impôts. Avec ce montant astronomique, le régime bat le record qui était de 108 milliards établi par le rapport 2006 du BVG. C'est la révélation d'un Chef de parti ce samedi, 17 août 2019, sur le plateau de notre confrère Energie TV.

Invité pour répondre aux questions d'actualité et sans détour de la chaîne, en langue bambara, le Président du Mouvement Patriotique pour le Renouveau (MPR), le Dr Choguel Kokalla MAIGA, n'est pas allé avec le dos de la cuillère.

Sur les questions de défense et de sécurité, notamment l'Accord pour la paix et la réconciliation en ce qui concerne la question très délicate des autorités intérimaires (cause de son limogeage, selon lui), Choguel MAIGA charge le régime du Président IBK coupable à ses yeux d'avoir trahi le pays.

Sans varier dans son argumentaire, le Président du MPR estime que le projet de révision est concocté pour préparer la partition du pays. Quid du dialogue politique inclusif ? Il

ne résoudra rien. Selon lui, « seule solution au Mali, c'est la mobilisation populaire pour rejeter ce qui se prépare en douce. Que les Maliens exigent des comptes sur les milliards destinés à l'achat des hélicoptères ».

C'est sur les questions de gouvernance que la charge de l'ancien ministre devenu opposant est assommante pour le régime. À travers trois (3) révélations explosives, le Tigre en Chef met le régime du Président IBK au pilori.

À propos justement de l'achat de ces fameux hélicoptères non encore élucidé, le Président du MPR remuant le couteau dans la plaie déclare sur le plateau de Energie TV : « les Hélicoptères acquis pour l'armée malienne appartiennent à une société d'exploitation minière au Mali pour le transport de son personnel. Après leur achat, ils ont été repeints, dotés de faux documents, puis revendus à l'armée malienne par des Maliens ». Et comme corollaire, des villages entiers rasés pour faute de moyens de survol pour traquer les assaillants. Alors que le Président IBK a bombé le torse pour dire que les avions sont désormais là et que la bataille va commencer contre les ennemis du Mali, se désole le Dr Choguel MAIGA.

Outre cette sulfureuse affaire des Puma à éclaircir, l'opposant jette deux gros pavés dans la marre du régime. Il révèle qu'au cours de l'année 2018, ce sont 150 milliards provenant de la Douane qui n'ont pas pris le chemin du Trésor public. Le magot n'a pas été versé. Cho-

quel explique : « la Douane malienne doit mobiliser 50 milliards de recettes par mois. En juillet, août et septembre 2018, l'argent qui devrait être versé au Trésor ne l'a pas été. Qu'en est-il? Le dialogue va-t-il trancher cette question? » En attendant la réponse des organisateurs de ce dialogue inclusif, l'Opposant ajoute que dans les mêmes conditions mafieuses, 40 milliards se sont volatilisés au titre des redevances perçues sur les mines. Selon le Dr Choguel MAIGA, au lieu des 48 milliards que les compagnies versent chaque année à l'État, en 2018, seulement 8 milliards ont été versés.

En totalisant les deux montants (les recettes douanières de juillet, août et septembre 2018 et l'argent versé par les compagnies minières), on atteint le chiffre record d'environ 190 milliards de nos francs volatilisés, pour ne pas dire détournés par on ne sait qui pour la seule année 2018.

Au cours de cette même année 2018, « le Mali a perdu plus de la moitié de la tranche variable de l'aide, alors établie à 20 millions d'euros, non décaissée par l'Union européenne (UE) faute de progrès suffisants en matière (...) de lutte contre la corruption », avait révélé notre confrère Le Monde, en juillet dernier. C'est dire, comme le magistrat, Moumouni GUINDO, Président de l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite (OCLEI), la corruption, « c'est la TVA malienne... Aucun secteur n'est épargné, il ne faut pas faire l'autruche... Cela montre que le système est infesté par la corruption. »

On comprend alors que fatigués et agacés, les partenaires financiers ont « sorti ce chiffre (ndlr : l'affaire des 700 milliards,) pour mettre la pression sur les autorités ».

Normal dans ces conditions que les Maliens perdent « confiance en l'État. Le dernier baromètre mondial de la corruption de Transparency International souligne qu'en 2019, au Mali, 71 % des personnes interrogées ont estimé que leur gouvernement faisait un mauvais travail en matière de lutte contre la corruption ». En tout cas, ce n'est pas en battant le record national en matière de corruption (qui était établi à 108 milliards en 2006) que le régime du Président IBK peut espérer restaurer la confiance avec les Maliens et avec les partenaires financiers.

Affaire à suivre

■ PAR BERTIN DAKOUO

VIBREZ AVEC MALITEL



SPRIT

Pour une compétition encore plus intense Malitel offre aux fans la diffusion des matchs sur écran géant comme si vous y étiez.

Tous les jours de match retrouvez nous sur la place CAN et dans plusieurs quartiers de Bamako.

Au programme, des animations musicales, des offres promotionnelles et beaucoup d'autres surprises. Profitez de chaque match, chaque but,.....

Avec Malitel, célébrez la fête du football Africain comme il se doit !

Malitel, proche de vous.

Funérailles de DJ Arafat : L'opposition impute le fiasco au gouvernement



La Côte d'Ivoire est toujours sous le choc après la profanation de la tombe de DJ Arafat. L'icône du coupé-décalé a été enterrée samedi dernier après des obsèques grandioses au Stade Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan. Les fans les plus dévots, qui ne croyaient toujours pas au décès de leur idole, ont ouvert son cercueil pour s'assurer qu'il s'agissait bien de sa dépouille. Après le scandale national et les réactions indignées, l'affaire prend un tournant politique.

Si la classe politique s'est montrée unie pour condamner la profanation de la tombe de DJ Arafat, elle se divise à nouveau pour situer les responsabilités de ce drame. Pour le député d'opposition Alain Lobognon, la faute ne revient pas aux fans déchaînés du Daïshikan. « Nous sommes tous responsables de cette humiliation », affirme-t-il. En disant « nous », l'élu de Fresco veut en fait dire l'État de Côte d'Ivoire, plus précisément la présidence de la République, qui a endossé

le coût des obsèques, et le gouvernement chargé de leur organisation.

Le député, proche de Guillaume Soro, pointe la faillite des autorités qui, selon lui, auraient dû impliquer l'ensemble de la classe politique, et même associer les illustres aînés de la musique ivoirienne tels qu'Alpha Blondy et Tiken Jah Fakoly, afin qu'ils calment l'ardeur des jeunes les plus excités.

Même son de cloche chez Mamadou Koulibaly. Sur le site de sa formation politique, le président de Liberté et Démocratie pour la République voit dans ces funérailles un « calcul politicien » du gouvernement, « qui s'est retrouvé à troubler l'ordre public ». Avant d'identifier le ministre de la Défense, Hamed Bakayoko, comme « le principal maître de cérémonie des funérailles », et par extension le principal responsable.

Sur sa page Facebook, le même Hamed Bakayoko, intime de DJ Arafat, préfère se rappeler au bon souvenir de ces funérailles historiques et « des marques d'amour et d'hommage envers le défunt que cet acte ignoble ne saurait effacer ».

Pendant ce temps, l'enquête sur cette affaire de profanation se poursuit. Après l'arrestation de douze personnes ce week-end, la police nationale a diffusé lundi les portraits de quatorze nouveaux suspects et lancé des avis de recherche.



Aly Ngouille NDIAYE : «La majorité des partis sont d'accord pour que les élections soient reportées»



Mis devant le fait accompli ? Pas tant que cela. Selon le ministre de l'Intérieur, presque tous les partis politiques prenant part au dialogue sont d'accord pour le report des élections locales fixées au 1er décembre 2019. Pour Aly Ngouille NDIAYE, la question du report relève désormais du passé.

« Les élections ne pourront plus être tenues le 1er décembre 2019. Pour l'essentiel, les partis politiques sont d'accord pour le report, les repousser. On n'en parle plus », a-t-il assuré. D'ailleurs, a ajouté Aly Ngouille NDIAYE, « si on ne l'avait pas fait, dans les normes, les parainages devraient être déposés cette semaine ».

S'agissant de la nouvelle date retenue, le responsable de l'APR renvoie la balle aux dialogues. « Nous ne connaissons pas encore la date que nous sommes en train de discuter. Une fois qu'on tombe d'accord, la loi sera changée pour retenir une nouvelle date », a-t-il indiqué.

Tchad : Onze morts dans des combats entre éleveurs et cultivateurs

Onze personnes ont été tuées dans des combats entre éleveurs nomades et cultivateurs sédentaires dans le sud du Tchad, pays où ces conflits entre ces communautés dégénèrent souvent en violences meurtrières.

Les animaux d'un éleveur ont dévasté un champ, ce qui a déclenché les hostilités lundi, a précisé le gouverneur du Moyen-Chari, Ab-

badi Sahir, dans un entretien téléphonique à l'AFP.

Ces affrontements entre communautés avaient conduit le président Idriss Déby Itno à décréter l'état d'urgence le 18 août dans deux provinces de l'est.

Les combats se sont déroulés lundi dans le canton de Koumogo de cette province du Moyen-Chari, faisant deux morts dans le camp

des éleveurs et huit chez les cultivateurs, puis un éleveur est décédé à l'hôpital mercredi, a détaillé le gouverneur Sahir.

Ce bilan et les circonstances de l'affrontement ont été confirmés à l'AFP par un chef traditionnel local qui a requis l'anonymat. Selon lui, un éleveur a été tué après la destruction du champ par les animaux et les nomades ont attaqué en représailles avec des armes à feu, tuant huit personnes dans le camp rival.

Les forces de l'ordre se sont déployées pour ramener le calme selon le chef traditionnel. "J'ai réglé le problème et amené les deux communautés" à se parler, a assuré, pour sa part, le gouverneur Sahir.

Dans l'est du pays, dans les provinces du Sila et du Ouaddaï, à la frontière entre le Tchad et le Soudan, des affrontements entre cultivateurs et éleveurs ont fait des dizaines de morts depuis le 9 août, selon le même schéma.

L'état d'urgence, qui y a été déclaré pour trois mois, prévoit notamment la saisie des armes et la présence de forces militaires. Dans cette région, les tensions s'expliquent aussi par la sécheresse et la pression démographique.

Ces situations conflictuelles entre éleveurs et agriculteurs se retrouvent dans plusieurs autres pays africains, notamment au Nigeria ou en Centrafrique.





Un ambassadeur brésilien insulte Emmanuel Macron : «J'ai rencontré beaucoup de gays plus virils que cet imbécile»

Après les affrontements écrits et verbaux entre Jair Bolsonaro et Emmanuel Macron, l'ambassadeur brésilien du Tourisme et combattant de MMA Renzo Gracie a jeté de l'huile sur le feu, qualifiant le dirigeant français de «clown» et menaçant de l'étouffer lui et son «cou de poulette».

Tandis que les relations franco-brésiliennes traversent une crise sur fond de gestion des incendies en Amazonie, Monsieur et Madame Macron se trouvent de nouveau dans le viseur des proches du Président Bolsonaro.

Cette fois, c'est l'ambassadeur brésilien du Tourisme et par ailleurs combattant de MMA Renzo Gracie qui a relancé les hostilités. Dans une vidéo diffusée sur la Toile, il a menacé

d'étouffer Emmanuel Macron et l'a qualifié de «clown» qui a un «coup de poulette».

«Le seul feu qui continue est le feu dans les cœurs brésiliens et le cœur de notre Président, espèce de clown. Viens ici, tu seras attrapé par le cou, ton cou de poulette. Tu ne me trompes pas. Le fait qu'il couche avec un dragon [mot d'argot insultant en brésilien, ndlr] ne fait pas de lui un expert en incendie, elle est moche», a déclaré le ministre, 52 ans, en faisant référence aux polémiques autour des feux en Amazonie.

«Bien sûr, plusieurs seront étonnés, ils penseront que je l'ai traité de poulet femelle parce que sa virilité est douteuse, mais non. J'ai rencontré beaucoup de gays plus virils que cet

imbécile», a encore lancé le responsable.

«Tu ne me fais pas peur, non. Ici, nous sommes chauds», a-t-il continué dans une interview accordée à UOL.

Insultes contre les Macron

L'attaque homophobe de M. Gracie est survenue une semaine après que M. Macron a condamné M. Bolsonaro pour ses «commentaires extrêmement irrespectueux» au sujet de sa femme.

Sous la publication d'un internaute qui attaquait Brigitte Macron sur son physique, le Président brésilien avait en effet laissé un commentaire moqueur au sujet de la Première dame française. De nombreux utilisateurs de Twitter avaient soutenu Brigitte Macron, exprimant la honte qu'ils ressentaient pour leur Président. Ce dernier a finalement retiré son commentaire afin «d'éviter une mauvaise interprétation», a noté son porte-parole mercredi 28 août.

Emmanuel Macron a de plus été insulté dimanche 25 août sur Twitter par le ministre brésilien de l'Éducation.

Sonko avait raison : Le TER va coûter près de 2000 milliards



Cette vidéo montre Dakar et sa banlieue dans les eaux, plutôt que sous les eaux, comme on le lit parfois çà et là. Dakar ou une autre ville sous les eaux, ce serait la catastrophe.

Donc, Dakar, comme sa banlieue et de nombreuses autres localités du pays, sont sous les eaux.

Dakar, la digne capitale de « l'émergence », qui attend que soit mis en route son TER, qui nous aura coûté les yeux de la tête : près de mille milliard de francs CFA, pour une longueur de 34 kilomètres. Il a été « inauguré » par le président-politicien le 19 janvier 2019, à un peu plus d'un mois de l'élection présidentielle. Les travaux sont arrêtés depuis lors, et on nous annonce la mise en circulation pour décembre prochain.

Il nous aura encore coûté d'ici là beaucoup d'argent, car l'entreprise Eiffage qui effectue les travaux sait qu'elle tient le bon bout. Elle mettra sûrement la pression sur le président-politicien qui tient à avoir son « joyau » avant l'année 2020. Ce qui est une véritable gageure car il ne reste que quatre maigres mois.

Les techniciens les plus sérieux estiment que, finalement, le coût peut grimper jusqu'à mille milliards 500 millions, peut-être à deux mille milliards de francs CFA, pour 34 kilomètres.

Les mêmes techniciens sont formels : avec autant d'argent, on pourrait construire le chemin de fer Dakar-Ziguinchor, ou réhabiliter/rénover les lignes de Dakar-Saint-Louis, Dakar-Diourbel-Kaolack-Tamba, Louga-Linguère, sans oublier l'embranchement Kaolack-

Guinguinée.

On commencerait par rénover totalement Thiès-Dakar et construirait une gare moderne à Diamniadio, d'où partirait une ligne qui joindrait l'AIBD.

On reconstruirait le dépôt de Thiès, qui pourrait bien redevenir la « Capitale du Rail ». De Thiès, partiraient alors tous les travaux de reconstruction ou de réhabilitation de chemins de fer abandonnés depuis des décennies par nos autorités, sur injonction de la Banque mondiale et du FMI.

Cette grosse faute nous a déjà coûté un grand retard par rapport à de nombreux autres pays. Avec des autorités dignes de la fonction, nous pourrions gagner beaucoup d'argent avec l'exploitation de notre pétrole et de notre gaz. Nous pourrions alors construire un chemin de fer qui irait de Saint-Louis à Tambacounda, en passant par Dagana, Podor, Matam, Bakel. Naturellement, le chemin de fer Dakar-Bamako sera bien avant rénové.

Je suis un profane dans les questions que j'aborde ici. J'ai bien le droit de me laisser aller à des rêves, mais à des rêves bien réalistes. Pas seulement d'ailleurs : j'échange avec des techniciens de haut niveau.

Nous devons changer l'orientation de nos investissements et les diriger vers le développement du pays plutôt que vers des infrastructures de prestige, dont le seul objectif est de frapper l'imagination de nos pauvres populations analphabètes, et même des autres qui manquent notoirement de capacité de faire la part entre la bonne graine et l'ivraie.

Avec les nombreuses autres priorités qui nous assaillent de partout, le président-politicien n'aurait jamais dû penser à ce TER. Il ne s'est sûrement pas inspiré de l'adage walaf selon lequel « ku sa ab sér jotul, doo boot ay gâmb ». Pour mes compatriotes qui ne comprennent pas la langue de Kocc Barma, ce sage adage pourrait se traduire ainsi : « Quand on n'a de la peine à assurer l'essentiel, on ne devrait pas se permettre de consacrer le peu qu'on a au dérisoire. »

C'est exactement ce qui est arrivé à notre président-politicien, avec son fameux TER et bien d'autres infrastructures, plus de prestige que de développement.

Ce président-politicien nous prend vraiment pour des moins que rien. Un à deux ans avant l'élection présidentielle du 24 février 2019, il passait le plus clair de son temps à poser des premières pierres et à « inaugurer » des infrastructures. Qui l'a vu ou seulement entendu qu'il posait un seul de ces actes politiques après sa réélection ? Et de la tonitruante Délégation à l'entrepreneuriat rapide ? Que sont devenus ses milliards qu'il distribuait avec une facilité déconcertante ? J'ai appris qu'elle va être réformée, pour devenir un guichet unique. Manière d'expliquer son silence de six mois. Combien d'établissements financiers sont aujourd'hui à même de faire le travail pour lequel elle a été créée ?

Ces temps derniers, il nous est apparu comme s'il débutait son premier mandat, en étalant au grand jour les tares de sa gouvernance de sept ans, tares dont il est le seul responsable.

Cet homme peut tout se permettre avec nous. Il nous sait passifs, indolents, amorphes, prêts à avaler toutes ses couleuvres.

Malgré les difficultés que nous vivons et qui sont pour l'essentiel de son fait, si des élections étaient organisées, ces jours-ci, sur l'ensemble du territoire national ou seulement dans quelques localités, lui ou sa coalition pourrait les gagner haut la main. Et ce sont les plus fatigués de nos compatriotes qui leur donneraient les suffrages les plus importants. Ils se recruteraient dans la grande banlieue de Dakar, à Kaolack, à Kaffrine, à Matam et dans de nombreuses autres localités où les populations vivent le martyre.

Voilà le Sénégal, notre pauvre pays.

■ MODY NIANG



Nos Expatriés : Retour sur le weekend des joueurs maliens en Europe

Cette semaine, ni Djenepo, ni Koné n'ont joué, tandis que Doumbia a ouvert son compte but en Ligue 1.

Après une semaine d'absence nous revenons avec notre revue des performances de nos footballeurs expatriés dans les championnats majeurs européens pendant le weekend.

En Premier League anglaise, la quatrième journée a été jouée et aucun des internationaux maliens n'a pris part à une rencontre durant cette journée. Ainsi, Moussa Djenepo blessé était absent du côté de Southampton pour le nul 1-1 contre les Reds Devils de Man United. Son compatriote Yve Bissouma, également convalescent, n'a toujours pas joué cette saison mais son club Brighton a lourdement chuté face à l'autre club de Manchester (Man City) 4-0.

Les Allemands ont joué la troisième journée de la Bundesliga. Les deux Aigles évoluant dans ce championnat n'ont fait leurs apparitions qu'en deuxième période de leurs matchs respectifs. Amadou Haïdara est entré à la 63' lors de la victoire 1-3 de Leipzig sur Monchengladbar et Diadie a disputé les sept dernières minutes du nul d'Hoffenheim contre Leverkusen.

Au Portugal, grâce au premier doublé de la saison de Moussa Marega, le FC Porto a écrasé (3-0) Vitória Guimarães de Falaye Sacko, qui a disputé les 90'. Leur capitaine en équipe nationale, Abdoulaye Diaby a assisté depuis le banc à la défaite de son équipe Sporting club face à Rio Ave. Fodé Konate, lui, n'a toujours pas joué de match avec Famalicão qui s'est imposé 2-3 chez Desportivo Aves.

On termine cette tournée par la France où la quatrième journée a été jouée. En match d'ouverture de la journée, le PSG a battu 0-2 le FC Metz. Sans Adama Traore « Malouda », les Messins avaient, par contre, dans leurs rangs Mohamed Fofana qui jouait un peu plus haut que d'habitude. Il faut aussi noter que l'autre Adama Traoré a rejoint Metz cette semaine en provenance de Monaco. Lyon sans Yousof Koné a concédé le nul 1-1 contre les Girondins de Bordeaux. Amiens s'est incliné 2-0 à Toulouse, Bakaye Dibassy était suspendu côté amiénois pour son rouge de la journée d'avant. Kalifa Coulibaly et Charles Traoré ont participé à la victoire de Nantes sur Montpellier (1-0), mais Molla Wagué était sur le banc. Rennes avec Hamari Traoré est tombé à domicile face aux Aiglons niçois 1-2. Moussa Doumbia a, lui, ouvert son compte de buts sur penalty lors de la victoire du Stade de Reims face à Lille avant de céder sa place à la 86'.

■ Saïdou Guindo

Football malien : Les conseils de la présidente du comité de normalisation

L'assemblée générale électorale de l'instance dirigeante du football malien s'est conclue sur une bonne note. C'est un ouf de soulagement tant pour les amateurs du sport-roi dans notre pays que pour les officiels présents. Il s'agit notamment du représentant du ministre de la Jeunesse et des Sports, Mamadou Sidibé, de la présidente du Comité de normalisation de la Femafoot, Mme Daou Fatoumata Guindo, du Directeur du développement et des associations membres de la FIFA pour les régions Afrique et Caraïbes, Veron Mosengo Omba, puis du représentant de la CAF, Jacques Anouma.

Le directeur du développement et des associations membres de la FIFA pour les régions

Afrique et Caraïbes n'a pas caché sa satisfaction de voir le football malien triompher de l'assemblée générale électorale.

« J'aimerais demander à Salaha Baby et à Alassane Souleymane d'épauler le nouveau président parce que la tâche est immense. Aujourd'hui, c'est la victoire du football malien », a déclaré Veron Mosengo Omba, en assurant le nouveau président du soutien de l'instance dirigeante du football mondial. « La FIFA sera toujours derrière le nouveau bureau pour développer le football dans ce pays de football », a-t-il indiqué, en annonçant une séance de travail avec le nouveau président de la Femafoot et la planification d'une visite de Mamou-tou Touré à Zurich pour rencontrer Gianni

Infantino, le président de la FIFA. Il a dans la foulée, salué le « travail remarquable » du Comité de normalisation pour la présidente duquel, il n'y a pas eu ni vainqueurs ni vaincus. « Il s'agit d'une victoire commune, d'une victoire dont nous pouvons tous nous réjouir, bref d'une victoire du Mali et des Maliens. Bravo à vous tous », a ajouté Mme Daou Fatoumata Guindo, au bout des 20 mois passés à la tête du football malien aux côtés de Me Mamadou Gaoussou Diarra, de Me Issouf Diallo, de Mamadou Samaké «Samdjéma» et de Dr Losseni Bengaly.

L'élection du nouveau bureau marque aussi la fin du Conor. « Un bureau a été régulièrement et démocratiquement élu. Dès lors, il appartiendra à tous de s'aligner derrière cette instance, d'œuvrer dans le sens de l'union, de la cohésion et de l'entraide », a conseillé la présidente du Conor, avant de s'adresser au nouveau bureau.

■ O.C.





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous trouverez votre travail répétitif et peu passionnant, mais Mercure en Vierge vous fera réfléchir sur ce que vous voudrez professionnellement et sur les moyens que vous vous donnerez pour l'obtenir. Vous irez droit au but en protégeant vos arrières.

Un sou plus un autre sera égal à deux sous et vous n'en finirez plus de compter votre argent pour ne pas dépenser inutilement. Quoi qu'en pensent les autres, vous ne serez pas radin, mais juste prévoyant pour protéger votre avenir financier.



Taureau (20 avril - 19 mai)

La réflexion s'imposera pour trouver des solutions qui satisferont vos collègues de travail. Vous irez de l'avant, sans trop en faire, afin d'obtenir satisfaction. Vous ferez bon usage de vos connaissances en les mettant au service de votre activité.

Si vous avez des décisions importantes à prendre sur le plan financier, il serait dangereux de naviguer à vue et d'écouter le dernier qui aura parlé. Prenez conseil auprès d'un spécialiste, en vous assurant que vous pourrez lui accorder votre confiance.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Une activité intense est en cours et elle réclame beaucoup d'énergie. Vous pouvez travailler en équipe bien que la désorganisation règne. Un de vos collaborateurs peut être absent et remplacé à la dernière minute. Il est difficile d'échapper au stress.

Il est bon de faire le point sur votre façon de dépenser. Les astres vous exposent à de fortes dépenses imprévues. Il faut compter sur la sagesse pour limiter les frais. Du bricolage ou du shopping vers des produits soldés restent les meilleures solutions.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Pour atteindre vos objectifs, vous n'hésitez pas à faire appel à la diplomatie. Aujourd'hui, votre tact vous sera presque plus utile que vos compétences ! Très impliqué dans votre travail, vous pourriez réaliser une fulgurante progression... Vous ne laissez pas votre patrimoine sans surveillance. En effet, dans le cadre de votre gestion financière, vous avez pour habitude de pointer vos relevés bancaires au moins une fois par semaine. Dans votre cas, c'est une habitude, presque un rituel...



Lion (22 juillet - 23 août)

Sous l'influence d'Uranus, vous serez animé d'une force à soulever des montagnes dans votre activité. Au-delà de la confiance que l'on placera en vos compétences professionnelles, vous suscitez des affinités qui encourageront à bosser à vos côtés.

Il sera hors de question que vous laissiez les choses dans l'état. Vous n'admettez pas que quelqu'un décide à votre place de votre vie financière, fût-il votre banquier. Vous argumenterez pour récupérer des frais ponctionnés sur votre compte.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous monterez un plan d'action afin de réaliser vos objectifs et une de vos décisions passées se révélera enfin concluante. Mais il ne faudra pas relâcher vos efforts, car vous aurez encore un rude combat à mener pour prouver durablement vos compétences.

Qu'à cela ne tienne, si vous devez encore présenter des justificatifs pour finaliser ce dossier financier. Votre interlocuteur ne vous connaîtra pas et s'il cherche à vous décourager, il en sera pour ses frais. Vous aurez toutes les pièces en main.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Une recherche d'emploi est amorcée. Elle peut vous apporter beaucoup d'espoir. L'un de vos amis a aussi la possibilité de vous épauler. Malgré vos difficultés passagères, vous recevez des appuis. Ils vous encouragent pour continuer votre nouvelle quête.

Il est utile de vérifier les prix ou de ne pas acheter dans l'immédiat. L'argent peut être utile pour des frais obligatoires. Gardez un budget pour faire face à des règlements obligatoires. Des factures peuvent tomber et être plus importantes que prévu.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Si la vie civile ne vous convient plus, ou si le monde de l'uniforme vous attire, vous pourrez contacter les services de recrutement de l'armée ou de la police. En plus d'une stabilité professionnelle, le côté aventure ne sera pas pour vous déplaire.

Pour se remonter le moral, certaines personnes font quelques emplettes. Pas vous ! Pour conserver un moral indestructible et pour pouvoir dormir sur vos deux oreilles, il vous suffira de regarder les soldes créditeurs de vos comptes bancaires.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Pour réaliser vos ambitions, vous jouerez habilement sur plusieurs tableaux. Vous exploiterez vos qualités de gagnant, mais vous userez aussi de votre facilité de contacts pour parvenir à vos fins. Une alliance professionnelle vous sera très utile.

Si vous avez un emploi, vous bosserez dur pour obtenir un meilleur salaire ou vous entreprendrez une formation pour accéder à un poste plus rémunérateur. Vos efforts seront récompensés, même s'il faudra patienter pour voir la couleur des euros.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Au travail, vous ne ferez aucune concession, certain d'avoir raison. Vous ne lâchez rien et une situation pourrait se bloquer à cause de votre côté tête de mule. Vos excellents résultats professionnels ne vous permettront pas tout, loin s'en faudra.

Vous aurez l'esprit au gain et aux moyens pour récolter des euros. Jupiter en Sagittaire favorisera un renouveau d'appétit pour les richesses matérielles et vos envies d'accumuler des biens. Vous pourriez aussi avoir les yeux plus gros que le ventre.



Verseau (20 janvier - 19 février)

L'ambition fait son retour. Vous rêvez à un poste où vous seriez plus libre. Avoir la hiérarchie sur le dos vous insupporte. La vie vous offre la possibilité de changer cela. Un virage vous tente. Changer de secteur d'activité est un challenge désiré.

L'argent est peu économisé. Les tentations sont grandes et elles surgissent sans prévenir. Si vous faites du shopping, essayez de comparer les prix. Des dépenses se révèlent inutiles. Ne cédez pas aux achats compulsifs. Un peu de réflexion est la bienvenue.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous n'aurez plus la volonté de respecter les règles et encore moins les délais. Neptune pourrait remettre en cause certaines collaborations ou votre légitimité sur des dossiers importants. Vous vous autoriserez quelques largesses qui seront étonnantes.

Neptune donnera moins de densité à votre activité professionnelle. Celle-ci moins lucrative, vous aurez de plus en plus de mal à tenir votre train de vie actuel. Premier signe d'alerte, vos comptes bancaires ne se trouveront plus en équilibre...

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous